

n° 372 - Mai-Juin 2024

imag

Le magazine de l'interculturel

Focus Hospitalité citoyenne

De l'humanitaire à la contestation

Panoramique

**EVRAS : les dessous
d'une panique morale**

Dédicace

À la Cartographie sans papiers

Archives poétikoeopolitics des lieux occupés et autogérés par et pour des personnes sans papiers,
à Bruxelles, depuis les années 2000.

Ce projet est collectif et participatif, vous pouvez y contribuer.



E

EDITO

Pascal **PEERBOOM**

Essentielles

Les associations sont un des piliers de notre démocratie. Elles relaient les demandes des citoyens, structurent des collectifs actifs, jouent un rôle crucial en identifiant les besoins sociaux émergents. Pourtant, elles sont trop souvent étouffées par des entraves administratives et des financements insuffisants.

Il est urgent de rétablir une législation spécifique pour les associations, distincte des structures commerciales, afin de protéger leur caractère non marchand¹.

Les financements doivent être stables et durables pour éviter la dépendance aux appels à projets qui fragilisent leur action. Les pouvoirs publics doivent enfin reconnaître la légitimité des subventions aux associations pour leurs missions d'intérêt général. Une collaboration régulière entre les autorités et le secteur associatif est indispensable pour adapter les lois à leurs besoins spécifiques.

Il est crucial de soutenir sans réserve les associations. Elles sont les garantes de l'innovation sociale et de la solidarité. Leur liberté et leur autonomie doivent être protégées pour qu'elles continuent à jouer un rôle essentiel dans la construction d'un avenir commun².

[1] Depuis ce 1^{er} janvier 2024, la loi de 1921 sur les ASBL, AISBL et fondations est abrogée. Le cadre légal des associations est aujourd'hui le Code des sociétés et des associations. Ce faisant, l'Etat dilue la spécificité de l'action associative – et en particulier son caractère non marchand – dans un ensemble de textes qui régissent l'économie de marché.

[2] Le 24 avril dernier, avec le Collectif21, la FESEFA, le CEMEA, le CBCS et Carrefour des cultures, le CBAI a interpellé les politiques sur ces questions : «Associatif, l'avenir essentiel». La rencontre en différé est ici (2h48) : https://www.youtube.com/watch?v=guEi_2P4K0c



SOMMAIRE



Edito

<i>Pascal Peerboom</i>	3
------------------------------	---

Panoramique

Evras : les dessous d'une panique morale	6
Historique de l'Evras, naissance d'une polémique	8
<i>Chloé Merckx</i>	
« Le public de l'Evras ? C'est les élèves. Pas les parents, pas les profs »	12
<i>Martine Vandemeulebroucke</i>	
Le point de vue des associations de parents	16
<i>Charlotte Riccardi</i>	
Tisser son identité : quand l'Evras sert de fil	20
<i>Lola Clavreul et Célia Didier</i>	
Cachez ce guide que je ne saurais voir !	23
<i>Nathalie Delchambre</i>	
A quel point est-on normatif ?	26
<i>Entretien avec Myriam Monheim</i>	
Je me sens Aphrodite et Zeus en même temps !	29
<i>Entretien avec Camille Husson et Marion Lory</i>	
L'art pour dédramatiser	31
<i>Pierre-Olivier Rollin</i>	



L'école de la rue 34
Massimo Bortolini

Focus : L'hospitalité citoyenne

Ouvrir sa porte, et après ? 38
Entretien avec Andrea Rea et Antoine Roblain

Info dessinée : Cohabitation solidaire 43
Illustration : Barrack Zailaa Rima. Texte : Nathalie Caprioli

Texte sur photo

Sourire au mur d'Isabelle Wéry 46
Photo de Massimo Bortolini

EVRAS : les dessous d'une panique morale

L'Éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle (Evras), c'est avant tout un dispositif qui accompagne modestement (4 malheureuses heures perdues au milieu des études primaires et secondaires) les enfants et adolescents dans leur devenir de citoyens responsables et épanouis dans leurs relations humaines, capables d'assumer leurs choix dans le respect de soi et des autres. Elle fait partie de la promotion de la santé à l'école.

L'Evras est une des missions de l'enseignement obligatoire depuis 2012. Mais en vrai, moins de 20 % des élèves en Région de Bruxelles-Capitale ont bénéficié d'au moins une animation en 2018^[1]. Il faut attendre juillet 2023 pour que le cadre législatif change en faveur d'une généralisation du dispositif à tous les élèves.

En réaction, des manifestants anti Evras ont battu le pavé en scandant « Ne touchez pas à nos enfants ! », persuadés que les animations représentent une menace civilisationnelle ciblant directement les élèves.

Fin 2023, pas moins de six écoles ont été incendiées dans la région de Charleroi ; à ce jour, l'enquête est toujours en cours.

Faire de l'Evras n'est pas facile. Mais comment en est-on arrivé à ces exaspérations et à tant de désinformation ?

Qui sont ces manifestants, curieux conglomérat de groupes d'extrême-droite et de parents conservateurs catholiques et musulmans ? Pourquoi l'Evras les heurte-t-il tant ? Comment les professionnels répondent-ils à ces tensions ?

Qu'est-ce que cette panique morale dit de la société ? Et avant tout, qu'est-ce que l'Evras ? Pourquoi, des 5 lettres de l'acronyme, les anti n'ont-ils retenu que le S – la sexualité qui alimente les débats et génère des peurs irraisonnées, surtout quand elle concerne les enfants ?

Même dans une société qui se dit libérée, la sexualité reste un sujet sensible, voire tabou, car elle touche à nos valeurs, à l'intime.

Et paradoxalement, la sexualité est partout : au cinéma, sur internet, dans l'espace public.

[1] Lire A. Lannoo, C. Duchêne, I. Godin et I. Tojerow, Comment (vraiment) généraliser l'Evras à Bruxelles, in Brussels Studies 183, 2023, .



SEX

MAINTENANT
VOTRE ATTE
PARLONS D

PANORAMIQUE

KE

QUE J'AI
ENTION,
'EVRAS

HISTORIQUE de l'Evras, naissance d'une POLÉMIQUE

L'EVRAS s'est souvent retrouvée au cœur de débats, pédagogiques, politiques et idéologiques. Alors qu'elle représente un dispositif de santé publique et un outil d'éducation à la citoyenneté, elle est aujourd'hui encore victime d'attaques et de désinformation. Mais les dissensions ne doivent pas toujours être vues comme négatives, car elles permettent de mettre en lumière des problématiques, et invitent au débat. Avoir une mise en tension des points de vue fait aussi partie de l'Evras !



En septembre 2023, plusieurs écoles francophones se sont retrouvées vandalisées, et incendiées. Pour cause : la signature par les trois gouvernements francophones d'un accord de coopération relatif à la généralisation de l'Evras, l'Education à la vie relationnelle, affective et sexuelle. Depuis la rentrée scolaire, les élèves de 6^e

primaire et de 4^e secondaire de l'enseignement francophone bénéficieront de deux heures d'animation Evras au cours de leur scolarité.

Bien que le texte ait été adopté presque à l'unanimité, devant le Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, une centaine de personnes scandaient le même slogan : « Je suis parent, et je dis non ». Le 17 septembre, c'est un millier de personnes qui investissaient le Mont des Arts à Bruxelles. La manifestation se composait principalement de parents, inquiets de ce qu'on va enseigner à leurs enfants, mais aussi de mouvements religieux et conservateurs.

« Touche pas à mon enfant »

Parmi les cinq lettres de l'acronyme, on comprend très vite que le S est l'initiateur de toutes les tensions. Tensions alimentées par les campagnes de désinformation qui défilent sur les réseaux sociaux. Sur internet, une flopée de fake news mises en circulation par des groupes complotistes affirment que l'Evras apprendrait la masturbation aux enfants de maternelle, inciterait ceux-ci à changer de genre ou ouvrirait la porte à la pédophilie.

Du côté politique, Caroline Désir (PS), ministre de l'Enseignement, regrette la propagation de ces fausses informations. Au micro de La Première, la ministre insiste : « Nos intentions sont nobles. On ne va évidemment pas encourager une hypersexualisation chez les jeunes, on ne va pas susciter une orientation sexuelle ou une identité de genre, on ne va pas donner de cours de pratiques sexuelles. C'est inadmissible de faire peur aux parents sur ce sujet ».

Bien que l'Evras fasse partie du projet d'école depuis 2013, ses modalités d'application restent encore floues aux yeux d'une partie de la population. Qui a le droit de transmettre ses connaissances aux plus jeunes ? Comment, dans quel contexte et avec quels outils ?

Apprendre à choisir

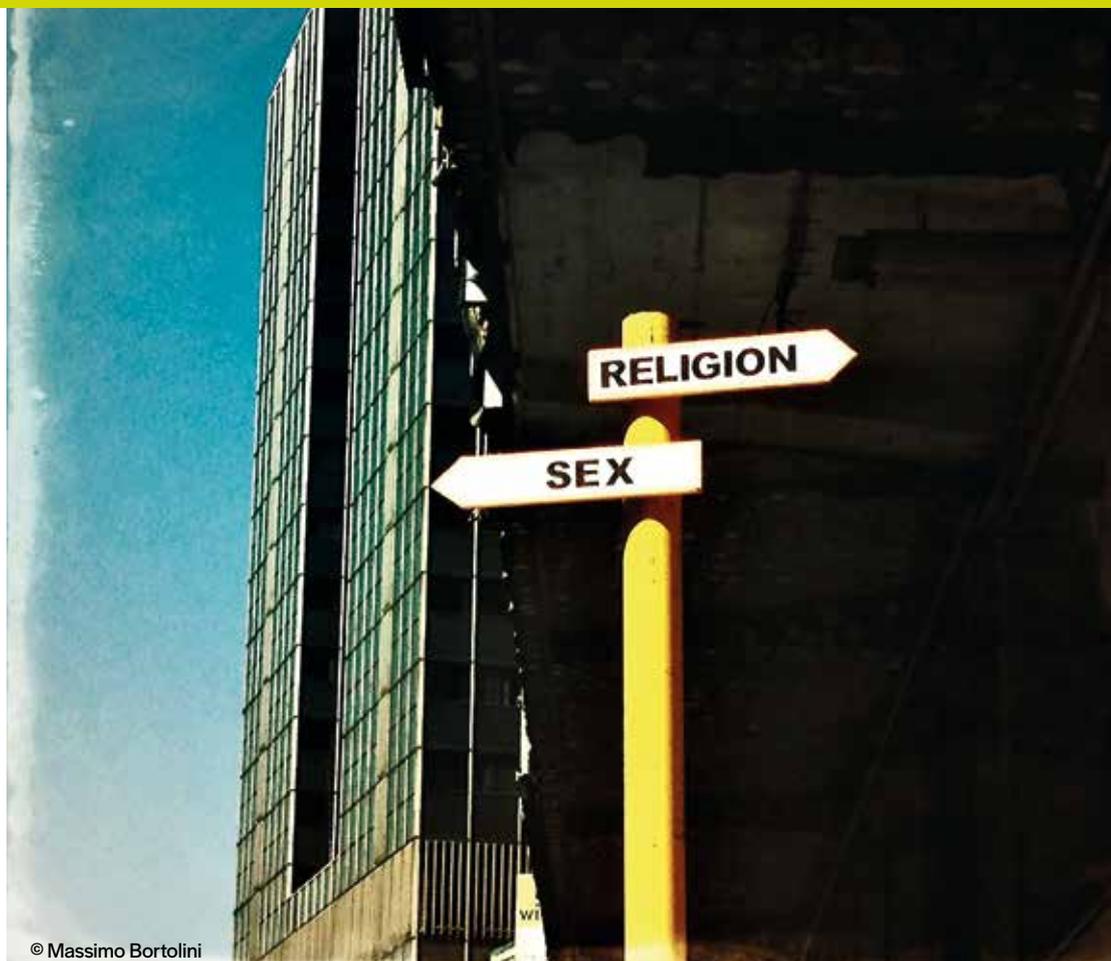
L'accord de coopération prévoit dans ses lignes cette définition de l'Evras: « L'éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle est un processus

éducatif qui implique notamment une réflexion en vue d'accroître les aptitudes des jeunes à opérer des choix éclairés favorisant l'épanouissement de leur vie relationnelle, affective et sexuelle et le respect de soi et des autres. »

L'Evras accompagne les jeunes vers l'âge adulte, avec une approche qui comprend la sexualité au sens large. C'est-à-dire qu'elle englobe les dimensions relationnelles, affectives, sociales, culturelles, philosophiques. Elle se fonde sur des valeurs de respect et d'ouverture aux autres, et vise à fournir aux jeunes une information fiable, et à participer à la déconstruction des stéréotypes ainsi qu'au développement de l'esprit critique.

Petite histoire de l'Evras en Belgique

Valérie Piette, historienne à l'ULB et co-auteurice du livre *Jouissez sans entraves ? Sexualité, citoyenneté et liberté*, rappelait en octobre 2023 au micro de la RTBF : « À chaque fois qu'on a fait appel aux plannings familiaux et à l'Evras, c'était pour éteindre des feux ».



Dans son ouvrage retraçant l'histoire du mouvement des plannings familiaux en Belgique, on apprend qu'au XIX^e siècle, l'éducation sexuelle était du ressort des parents. Au début du XX^e, l'éducation sexuelle préconisée par les médecins, les théologues et les psychologues avait pour but principal de prévenir et, surtout, de retarder l'activité sexuelle des jeunes.

C'est à partir de l'entre-deux-guerres que l'on commence à admettre que l'éducation à la sexualité doit être complétée par l'école. Avec l'arrivée du cinéma et la diffusion d'images considérées comme « immorales », le catholicisme prône une éducation à la pureté, à la chasteté et à une sexualité qui doit rester procréative.

Le tournant avec le planning familial

La Deuxième Guerre mondiale et son lot de traumatismes déstabilisent l'ordre sexuel établi. L'apparition de la pilule en 1956, accompagnée par la suite des revendications des féministes de la deuxième vague pour des droits reproductifs, font avancer les discussions sur la sexualité.



C'est dans les années 1960 que naissent en Belgique et à Bruxelles, les premiers centres de planning familial, et dans les années 1970 que les premiers cours d'information seront donnés dans des établissements scolaires, à la demande des directions sensibilisées à la question. L'éducation à la sexualité devient, grâce aux plannings, une éducation sexualisée qui prône la libération de la parole, la remise en cause de tout savoir normatif et l'acceptation de l'autre. C'est la fin d'une éducation sexuelle répressive, soulignent Valérie Piette et Fabienne Bloc.

La série d'évènements qui marqueront la Belgique dans les décennies à suivre – le sida, la dépénalisation de l'avortement, l'affaire Dutroux, mais aussi l'arrivée d'internet et la légalisation du mariage homosexuel – placera les plannings familiaux avec leur mission d'information et d'éducation comme des experts en matière d'animation à la sexualité, rappelle Julie Henriët, psychologue, animatrice Evras et autrice du livre *Sexualités, sentiments et stéréotypes, oser en parler*.

Mais il faudra attendre 2012 pour que l'Évras soit officiellement reconnue, l'adoption d'un décret sur l'enseignement pour que celle-ci fasse partie des missions obligatoires dans l'enseignement francophone, et 2023 pour que de nouvelles mesures facilitent et soutiennent son application dans les écoles.

Le rôle des professionnels

En Fédération Wallonie-Bruxelles, le processus est progressivement mis en place dans les établissements pour se dérouler tout au long de la scolarité. Mais jusqu'il y a peu, ses modalités d'application étaient encore floues, et par conséquent, laissées à l'appréciation des écoles.

L'accord de généralisation voté en septembre 2023 rend obligatoire 4 heures d'animation Evras – des animations données par des professionnels qui pourront s'appuyer

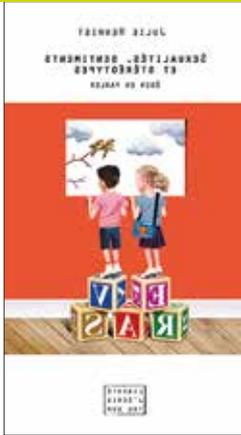
sur un nouveau référentiel¹. Ce référentiel ne constitue pas une liste de savoirs à inculquer, mais bien une base commune pour coordonner les réponses des animateurs aux questions des élèves.

L'Évras apporte une source d'information qui complète l'éducation donnée par le cercle familial, sans pour autant s'y substituer. Comme le rappelle le site officiel : « Il n'est en aucun cas question d'imposer des valeurs qui entrent en conflit avec l'éducation des parents. À savoir que les animateurs et animatrices sont formés pour prendre en compte les diversités culturelles lors des animations. »

Pour Julie Henriët, c'est plutôt le E d'éducation qui la dérange, car il fait référence à la transmission d'un savoir. L'Évras est conçue pour donner du mouvement à la pensée et au groupe. « Une animation, c'est avant tout un cadre dans lequel on évolue, on investit du temps et de l'énergie, un cadre sécurisé qu'on pose et dans lequel on fait coexister les points de vue, en essayant qu'il y ait un petit décalage entre certaines représentations avant et après l'animation, en s'appuyant sur les ressources du groupe. »

Face à la pornographie banalisée

Une étude de l'ARCOM (Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique) nous apprenait en mai 2023 que la consommation de contenus à caractère pornographique chez les mineurs augmentait de manière fulgurante en Belgique, on recense la présence de plus de 2 millions d'utilisateurs de moins de 18 ans chaque mois sur les sites pour adultes. Comme le disent Fabienne Bloc et Valérie Piette dans leur ouvrage, « La facilité d'accès à la pornographie en fait un médiateur incontournable d'apprentissages. (...) La pornographie est ainsi devenue une forme d'éducation permanente comme une autre, éducation faussée, sans conteste, mais



bien réelle – ne fût-ce que par son ampleur.» Or, il ne faut pas être un expert pour se rendre compte que le porno, ce n'est pas un bon dictionnaire. Aujourd'hui, la sexualité est partout, dans les films, les séries, l'espace public². Et la sexualité, comme tous les domaines de la vie, n'est pas exempte de violence.

« Les adolescents ont effectivement pour beaucoup d'entre eux déjà visionné des images pornographiques sur leur téléphone portable ou celui des copains, ou entendu parler de sexualité dans la cours de récréation, même si leur culture le leur interdit. Ce n'est donc pas l'intervenant qui leur fera découvrir ces aspects-là de la sexualité, mais il est plutôt là pour en parler, faire de la prévention et lancer une réflexion qui ne s'arrêtera pas une fois la porte de la classe refermée », rapporte Vanessa Marquet dans son enquête *Comment intervenir en éducation sexuelle dans des classes multiculturelles* (2015). Il est donc essentiel que les animateurs aient une posture d'ouverture et acceptent les élèves tels qu'ils sont.

Approche globale et positive de la sexualité

« Il y a trois dimensions : relationnelle, affective et sexuelle qui s'articulent, puisque la sexualité ne se limite pas à l'acte sexuel ou aux dimensions corporelles, mais baigne dans toute la question des émotions, du consentement, des relations. Dans ces animations, on englobe toutes ces dimensions dans une approche beaucoup plus positive de la sexualité. », explique Julie Henriët.

Mais le rôle des animateurs Evras ne se limite pas aux animations. Ceux-ci travaillent, quand le cadre le permet, à communiquer avec les parents, à accueillir les besoins des professeurs, à préparer les animations avec eux, et continuent d'être en lien lorsque des questions surgissent en dehors des animations.

Dès 5 ans

Pendant longtemps, l'éducation sexuelle a été limitée à quelques heures données en école secondaire pour les ados, ce qui, pour Julie Henriët, équivaut à peu près à «commencer les maths à 14 ans». Les recommandations de l'Evras prévoient des animations dès l'âge de 5 ans. « L'idée est qu'on puisse partir de l'enfant de là où il en est. On le fait sous la forme d'ateliers, d'activités autour des sensations, des émotions, on permet à l'enfant d'avoir un lieu où il parle de tout ça. Les enfants ne sont pas toujours capables de dire ce qu'ils aiment bien voir, entendre, toucher. Les connecter à tout ça permet de transmettre les bases autour du consentement, pour qu'ils puissent sentir si quelque chose leur convient ou pas. »

En primaire, toutes ces dimensions continuent d'être travaillées et développées. « Plus on proposera des dispositifs dans une école, plus un lien de confiance, notamment avec les parents, se créera. (...) Et quand, en sixième primaire, on aborde la question de la puberté, tout ce lien aura déjà été créé. Ce qui est beaucoup plus respectueux que de débarquer en disant à l'enfant : "On va parler de ton corps pendant deux heures" » explique la psychologue.

Pour Julie Henriët, l'Evras est aussi un dispositif qui facilite le bien-être des enfants dans l'environnement scolaire. En effet, puisque le dispositif prend comme point de départ l'enfant, ses émotions et ses besoins, cela permet un espace de parole dans lequel on peut aborder les difficultés et se sentir validé. « Je pense aussi que les écoles sensibilisées à la question de l'Evras portent une attention au bien-être des jeunes. » L'Evras peut être aussi un outil de prévention contre le harcèlement, et de soutien aux apprentissages, puisqu'il permet à l'enfant de se décharger de ce qui l'envahit émotionnellement. ■

[1] Sur la formation des animateurs et animatrices Evras, lire l'article de Martine Vandemeulebroucke en pages 12-15.
[2] Lire Massimo Bortolini, « L'école de la rue », en pages 34-37.

« Le public de l'Evras ? C'est les **ÉLÈVES**. Pas les parents, pas les profs »

« N

La rentrée de septembre 2023 a été chaude. Les manifestations anti-Evras ont secoué le monde scolaire et politique. Cette hostilité au décret sur l'éducation affective et sexuelle semble aujourd'hui retombée. L'Evras fait partie des missions de l'école depuis plus de dix ans. Mais cet outil éducatif a été boycotté dans bien des établissements. Pourtant, comme nous l'expliquent celles et ceux qui les font vivre, les animations Evras sont plus nécessaires que jamais dans une société traversée par les violences sociétales et de genre.

e touchez pas à nos enfants», « pas de sexualité à l'école », ce sont les slogans que l'on a pu lire lors des manifestations anti-Evras portées par des mouvements conservateurs catholiques et musulmans. Pour ces opposants, l'Evras (Education à la vie relationnelle, affective et sexuelle) n'a pas sa place à l'école. Pourtant, elle y est depuis 2013. En théorie du moins car si un accord de coopération entre la Région

wallonne, la Cocof et la Fédération Wallonie Bruxelles avait inscrit l'Evras dans les missions prioritaires de l'école, on estime que, faute de contrôle et de sanctions, à peine 20% des élèves de l'enseignement francophone avaient accès aux animations Evras. Il suffisait parfois de mettre une affiche donnant une adresse de centre de planning pour que l'école estime avoir rempli sa mission.

Le nouvel accord de coopération, qui prévoit un budget accru et un contrôle plus strict, impose désormais des animations Evras obligatoires pour tous les élèves de 6^e primaire et de 4^e secondaire de l'enseignement général et pour les élèves de maturité IV dans l'enseignement spécialisé. Ces animations sont données, depuis septembre, par trois opérateurs «labellisés» : les centres PMS, les PSE (services de Promotion de la Santé à l'Ecole) et les centres de planning familial. Ces trois structures, et elles seules, sont désormais compétentes pour l'Evras. Elles doivent, pour ce faire, prévoir une formation ad hoc des animateurs et animatrices.



© Pixabay

Formations des animateurs et animatrices

Pour les centres de planning, ce sont les deux fédérations (laïque et pluraliste) qui assurent les formations Evras. « *Nous dépendons d'un subside Cocof, il faut donc un diplôme de base pour donner les animations Evras*, explique Sandrine Gareboeuf, psychologue au centre de Saint-Gilles. Anaë Denis, animatrice Evras pour le centre de planning de Schaerbeek, a, elle aussi, suivi une formation donnée par la Fédération laïque des centres de planning. « *Elle est obligatoire et beaucoup de travailleurs des centres doivent encore la suivre. Cela va prendre du temps...* »

Pour les PSE (services de Promotion de la santé à l'école), « *la formation Evras est prévue dans le cadre de formation continue assurée et vérifiée par l'ONE* », explique Sylvie Anzalone, porte-parole de l'ONE. Les PSE étant labellisés pour organiser des animations Evras, « *ils peuvent le faire en collaboration avec d'autres intervenants* », poursuit Sylvie Anzalone. Mais l'ONE « *recommande aux équipes PSE qui souhaitent faire ces animations, de les réaliser dans d'autres années que les sixièmes primaires et quatrièmes secondaires en se basant sur les besoins des établissements scolaires et*

en collaboration avec les autres professionnels de la santé intervenant dans les écoles ».

Les centres PMS (centres psycho-médica-sociaux) sont aussi présents dans toutes les écoles et susceptibles de faire des animations Evras. Comme Caroline, assistante sociale depuis 32 ans dans un PMS bruxellois : « *L'Evras, ce n'est pas quelque chose qui vient de sortir. Nous faisons des animations Evras, au sens large du terme, depuis longtemps déjà. Dès que l'on est dans une animation qui touche aux relations entre les élèves, dès qu'on parle du harcèlement, on est dans l'Evras* ». La formation du personnel des PMS est assurée notamment par l'IFC (Institut de formation en cours de carrière). « *Des formations « Evras » sont assurées... mais elles sont vite complètes.* »

Le rôle particulier des centres de planning

Qui fait quoi ? Comment se répartissent les animations dans les écoles ? Caroline précise que pour « *tout ce qui touche à la vie sexuelle* », le PMS laisse la place aux animateurs et animatrices des plannings familiaux dans les écoles qui font appel à eux. « *Ce n'est pas qu'on ne veut pas le faire mais*



« NO EVRAS » tagué fin 2023 sur la façade d'une école. Capture d'écran, RTBF Actus, Maïté Warland, « Evras, les tensions sont retombées », 4 juin 2024.

c'est davantage leur spécialité. Les PMS ont beaucoup de missions, on doit faire des choix. »

Pas sûr que cette « spécialisation », ainsi formulée, plaise à Sandrine Gareboeuf et Anaë Denis qui disent partir avant tout des questionnements des enfants et des jeunes sans se focaliser sur la seule dimension de l'éducation sexuelle. « Dans des écoles, on (des profs) nous appelle encore « Monsieur et Madame sexe », regrette Sandrine Gareboeuf. Mais non! C'est tellement peu ce que nous faisons ! Il y a des classes où nous n'évoquons pas une seconde la question sexuelle. » Et de préciser : « Nos formations se préparent toujours avec l'école, avec l'équipe éducative pour connaître la dynamique de la classe et nous « briefer » sur les élèves. Mais notre public, c'est les élèves. Pas les directions d'école, ni les profs ».

Absentéisme ou silence en classe

Les manifestations anti-Evras de septembre ont secoué les équipes de planning même dans les écoles où elles sont présentes depuis des années. Des élèves, par loyauté envers leurs parents, ont cessé de participer aux animations ou se sont réfugiés dans le silence. Le taux d'absentéisme lors des animations a grimpé dans certaines écoles. « Notre équipe a dû davantage rencontrer des directions d'école, on a dû se justifier un peu plus. Mais je constate que, depuis le début

de cette année, le contact avec les élèves est différent », observe Anaë Denis.

C'est surtout la violence des discours qui a interpellé. Mais, ajoute Sandrine Gareboeuf, « il y a toujours eu des parents inquiets, des directions d'écoles qui disent « vu la sensibilité de notre public, on voudrait que tel sujet (l'homosexualité par exemple) ne soit pas abordé. Nous leurs expliquons alors que si une question est posée en classe, ne pas y répondre est un problème pour nous. Mais on rassure sur la manière de répondre à la question ». Pour l'animatrice du planning de Saint-Gilles, il y a une grande méconnaissance de ce que sont les animations Evras assurées par les plannings et pas mal de préjugés. « Il y a eu une époque, dans les années 1980, où des professionnels montraient à des élèves de 12 ans comment mettre un préservatif. On ne fait plus ça. Les élèves sont informés de manière différente. Notre cheval de bataille aujourd'hui est plus centré sur la notion de consentement. »

La notion de consentement omniprésente

Aujourd'hui, l'heure est à l'apaisement. « Cette polémique m'a permis de prendre davantage de temps pour voir comment les jeunes parlent de sexualité, précise Anaë Denis. Pourquoi ils n'en parlent pas avec leurs parents et avec qui ils peuvent

en parler. Comment l'information se transmet-elle ? Qu'est-ce qui fait peur ? Le soufflé est retombé parce les jeunes ont compris que nous n'étions pas là pour les « informer » à tout prix, mais pour voir ce qui se passe quand on est adolescent». Pour l'animatrice de Schaerbeek, il est cependant illusoire de penser que, sur un parcours scolaire de douze ans, deux ou quatre heures obligatoires vont permettre aux jeunes d'avoir assez d'information pour faire leur choix en matière de vie sexuelle et autre. Le décret est une base minimale. « C'est quelque chose dont on devrait parler dès le plus jeune âge et d'année en année. Il est donc intéressant que les jeunes puissent avoir affaire à des professionnels qui sont plus sensibilisés à l'écoute ».

Sous pression sociale et familiale

Sandrine Gareboeuf donne des animations Evras en primaires, en secondaires mais aussi en maternelles. « Avec les tout petits, on est dans le registre des émotions, de l'amitié, du vivre ensemble. Il est important de respecter le développement psycho-affectif de l'enfant. Dès le primaire, toutes les questions liées la puberté, la transformation du corps apparaissent déjà. Et elles arrivent de plus en plus tôt ». Il y a toujours eu des questions autour de la sexualité, poursuit la psychologue, « mais la notion de consentement est de plus en plus présente. Je pense qu'il existe une conscience féministe qui n'existait pas à cet âge-là auparavant. Et du côté des garçons, il y a une sorte d'angoisse. Ils ont besoin d'être rassurés. Mais on identifie aussi plus de stéréotypes de genre avec des élèves qui sont en loyauté avec leur culture, leur religion. Des filles qui n'osent pas parler par peur de représailles ».

« Les jeunes ont surtout envie de parler des relations entre eux, constate Caroline. Parfois, ils sont très rétrogrades dans leur vision des relations hommes-femmes. On est confronté à des clichés étonnants, surtout chez les filles. »

Sandrine, Anaë et Caroline sont unanimes pour constater qu'au fil des années, les enfants, les jeunes ont changé avec la montée en puissance des réseaux sociaux et de l'omniprésent smartphone. Le harcèlement est une thématique récurrente.

« C'est devenu une question brûlante dans toutes les écoles, explique Caroline. Dans les PMS, nous constatons que cela commence de plus en plus tôt, ce qui oblige les écoles à se positionner, à ne pas banaliser le phénomène ». Anaë Denis précise : « En étant connectés en permanence, les jeunes ne sont jamais au repos. Ils sont en contact tout le temps et sont même au courant de ce qui se passe dans d'autres écoles quand des photos de jeunes dénudés circulent. On ne peut plus dire qu'en changeant d'école, un jeune ne sera plus soumis au harcèlement. Ils savent tout ce qui se passe dans Bruxelles. Ce que je perçois aussi, pour les filles, c'est le poids du regard des autres. Elles utilisent des filtres sur les réseaux sociaux qui leur donnent une certaine apparence et quand elles se voient « au naturel », elles ne se trouvent pas belles. Chez les garçons aussi, il y a de la pression, par rapport à la musculature, la force physique. On sent parfois chez ces jeunes beaucoup de souffrance et de crainte de se dévoiler physiquement ».

Comment dire non

Fausse apparence, faux regards sur la sexualité. Le smartphone, c'est aussi une exposition précoce au porno. « On le constate d'autant plus que la possession d'un smartphone se fait de plus en plus tôt dans la vie d'un enfant, explique Sandrine Gareboeuf. Les enfants sont confrontés à des contenus pornographiques sans l'avoir cherché et cela a un impact dans leurs relations. Quand ils en parlent, nous expliquons que le porno, ce n'est pas la réalité, que c'est un tournage et que les gens qui jouent dans du porno ne sont souvent pas consentants, surtout les femmes ». Anaë Denis fait le même constat et insiste aussi sur la notion de consentement. « On en parle beaucoup. On a des outils, comme des cartes, des mises en situation pour les faire réfléchir sur comment on peut faire pour que ça se passe bien. En première primaire, je parle de la zone bulle, des contacts physiques qui peuvent être agréables et de ceux qui ne le sont pas, comment dire non ». « L'Évras, c'est une activité très énergivore et complexe parce qu'on vient parler en « one shot » de choses parfois très intimes, conclut Sandrine Gareboeuf. Mais c'est passionnant. » ▶

Le point de vue des associations DE PARENTS

Depuis la rentrée scolaire de septembre 2023, les animations relatives à l'Éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle (Evras) ont suscité beaucoup d'émoi et ont même inquiété des parents. Pour comprendre ces tensions, nous avons rencontré les associations de parents et les réseaux opérateurs de l'enseignement catholique et officiel.



« Peut-on naître avec 6 orteils ? » à « C'est quoi une personne LGBT ? », les enfants sont empreints de questionnements qu'ils n'osent pas systématiquement adresser à leur famille ou aux professeurs. Les adultes n'ont pas systématiquement les outils nécessaires pour leur répondre. Les interventions Evras apparaissent donc comme des espaces d'échange bienveillants, qui tendent davantage à apporter des questions plutôt que d'inculquer un enseignement.

Les 6 témoins que nous avons rencontrés sont unanimes : l'Evras est une éducation nécessaire à tous les enfants, quel que soit leur contexte social, économique ou culturel.

« L'éducation à la vie relationnelle, c'est tous les jours dans les écoles. On apprend aux élèves à vivre ensemble et à interagir avec des valeurs de respect et de politesse », explique Sophie De Kuyssche, directrice des centres PMS pour le Secrétariat général de l'Enseignement catholique (SeGEC). Par ailleurs, labeliser ses opérateurs et opératrices permet d'apporter un cadre objectif aux animations et de limiter les discours homophobes ou anti-avortement. « Nous sommes là pour questionner ensemble des sujets délicats, qui touchent aux valeurs et au sens de la vie, mais aussi pour faire progresser les élèves dans leurs propres choix et leurs pensées », ajoute-t-elle.

En réponse aux débats soulevés par la notion de sexualité qui parsème ces animations, tous mettent un point d'honneur à ne pas négliger l'ensemble de la signification de l'acronyme Evras. « En partant du relationnel et en arrivant à l'affectif et au sexuel, on est dans une dynamique éducative qui nous semble plus ajustée au développement psycho-affectif des jeunes », précise Bernard Hubien, secrétaire général de l'Union Francophone des Associations de Parents de l'Enseignement Catholique (UFAPEC).

À l'heure où le harcèlement scolaire sévit dans les cours de récréation¹ et où les discriminations de genre sont également en augmentation, « *il est essentiel d'aborder ces questions, d'aider les jeunes et de favoriser leur développement en tant que citoyens autonomes et responsables* », stipule Véronique De Thier, responsable politique de la Fédération des Parents et des Associations de Parents de l'Enseignement Officiel (FAPEO). Un discours aussi relayé par Bernard Hubien, qui assure que les animations Evras et celles mises en place par le Réseau Prévention Harcèlement ont permis d'atténuer fortement les cas de harcèlement dans les classes.

Le guide de l'Evras, un terrain glissant

Alors qu'il y a consensus au sein des associations de parents et des fédérations de pouvoirs organisateurs sur la perspective des animations Evras et de leur labellisation, le guide de l'Evras à destination des professionnels et professionnelles et des adultes est loin de faire l'unanimité. Selon Bernard Hubien, de multiples passages de ce dossier seraient susceptibles d'interroger les parents, voire de leur faire peur. Tout d'abord, parce que le guide se présenterait comme un référentiel, bien qu'il n'ait pas fait l'objet de consultation officielle et que son contenu n'ait pas été soumis à la validation du gouvernement. « *Dire qu'il s'agit d'un outil à destination des professionnels chargés des interventions Evras mais en ajoutant en bas de chaque page quels apprentissages sont à rapprocher des thématiques abordées, cela peut créer une confusion. Or, le guide n'est pas un programme, c'est un outil de référence* », stipule-t-il.



© Massimo Bortolini

Sur la question de l'identité de genre² notamment, que l'on retrouve dès la catégorie 5-8 ans du guide, les opinions divergent également. Toujours selon Bernard Hubien, questionner un jeune enfant sur son identité de genre semble « *inapproprié et peut créer du trouble dans son esprit* ». En ce sens que le guide de l'Evras ne mettrait pas en lumière le débat scientifique et traiterait les processus de changement d'identité de genre comme une évidence. « *Médicamenter et arrêter le développement pubertaire d'un pré-adolescent qui se pose des questions sur son identité de genre ne va pas de soi. Ce sont des actes qui se discutent sur des années* », souligne le secrétaire général. Cependant, l'UFAPEC s'annonce tout à fait favorable à l'introduction d'outils et de références pour les adultes susceptibles d'être confrontés à un enfant qui se questionne sur son identité de genre.



De son côté, la FAPEO ne se dit pas inquiète et appelle à replacer ces thématiques dans leur contexte. « *Ce guide n'est pas un référentiel, car il ne mentionne pas d'attente de connaissances de la part des élèves. Extraire certains éléments de l'ensemble du guide et du contexte dans lequel ces animations doivent se tenir est une erreur* », précise Véronique De Thier qui reconnaît la qualité du document. « *Nous pensons que le guide est extrêmement bien fait et qu'il faut faire confiance aux professionnels qui l'ont élaboré.* » Un discours partagé par Catherine Vanesse, directrice du Centre psycho-médico-social (CPMS)³ à la Cocof, qui rappelle que le guide reste à adapter aux publics, aux contextes, et que le sentiment de dysphorie de genre n'est donc pas systématiquement abordé. « *En 6^e primaire, les enfants adoptent déjà des codes genrés. L'idée n'est pas de tout flouter ni de créer de l'angoisse, mais de déconstruire les stéréotypes afin d'apporter des choix dans le positionnement des enfants* », ajoute Anne-Claire Chaboteaux, auxiliaire paramédicale au sein du CPMS et opératrice labélisée Evras depuis 2018.

Deuxième sujet de controverses et de discordes, celui des sextos – autrement dit, des images à caractère sexuel envoyées par SMS ou sur les réseaux sociaux – dans la catégorie 9-11 ans du guide. Selon Bernard Hubien, le

document présenterait la question des sextos comme une potentielle source de plaisir sexuel au sein d'une relation consentie. Cependant, il ne mettrait pas suffisamment en évidence le fait que les sextos sont l'une des sources du harcèlement chez les adolescents, menant parfois à des situations dramatiques. « *Venir aborder cette pratique de sextos sous le prisme du plaisir et du bien-être sexuel chez les enfants nous semble une nouvelle fois inapproprié* », considère-t-il. De son côté, le CPMS de la Cocof assure être conscient des drames qui découlent de l'envoi d'images à caractères sexuels. « *Nous abordons peu le sujet des sextos durant les animations Evras, car des animations auprès des 4^e primaires et des 5^e primaires y sont déjà dédiées. Elles sont très claires sur les risques qui peuvent découler des nues, des sextos et de tout ce qui peut être retourné contre l'envoyeur* », assure Anne-Claire Chaboteaux.

Rassurer les parents

Depuis l'accord de coopération entré en vigueur en septembre 2023, la responsable politique de la FAPEO et le secrétaire général de l'UFAPEC confient avoir déjà reçu des parents inquiets, voire qui désapprouvent l'idée que leur enfant assiste à des animations Evras – toutes confessions religieuses confondues. « *Certains regrettent*

l'école catholique du passé. Les plus radicaux refusent parfois que leur enfant participe à l'animation, alors qu'elles ont été rendues obligatoires par décret dans toutes les écoles», précise Sophie De Kuyssche. Depuis la rentrée scolaire 2023, même les enfants sont empreints plus en plus d'*a priori* vis-à-vis des animations Evras – il y a donc un travail de déconstruction supplémentaire pour les opérateurs et opératrices.

Pourtant, l'Éducation à la vie relationnelle et sexuelle est loin d'être une nouveauté, puisqu'elle parsemait déjà les parcours scolaires avant le Décret mission⁴. « *D'après une base déclarative transmise au SeGEC, on estime à 70 % le nombre des écoles catholiques qui organisaient de l'Evras en leur sein* », selon Sophie De Kuyssche. Par ailleurs, les opérateurs et opératrices des CPMS sont majoritairement des visages familiers pour les élèves de l'école, ce qui permet de préserver la confiance qui se noue entre professionnels et enfants, mais également de rassurer les parents. « *Les préoccupations des parents comptent et font notre réalité. Durant les animations, nous tenons donc à respecter tout ce qui entoure leurs enfants. Nous essayons de mettre de la nuance et de créer un dialogue entre les environnements déconstruits et traditionnels auxquels ils sont exposés* », précise Anne-Claire Chaboteaux.

En réponse aux quelques réticences, les structures associatives et institutionnelles proposent d'apaiser les cœurs par l'échange et la collaboration. En effet, le CPMS de la Cocof tend toujours à ne pas entrer en conflit de loyauté avec les parents, il propose des discussions et reste à la disposition des parents qui le souhaitent – aucun n'a encore tenté de les joindre sur ce sujet depuis la rentrée dernière.

« *Face aux parents réfractaires, les directions des écoles doivent expliquer que cela fait partie du programme et que celles-ci mettent tout en œuvre pour que ces animations se déroulent bien. Elles sont attentives aux sujets abordés et choisissent de façon consciente et libre l'opérateur Evras avec lequel elles souhaiteront collaborer* », poursuit Sophie De Kuyssche. De son côté, Bernard Hubien assure que l'école a tout à gagner en obtenant l'adhésion des parents à son projet Evras : « *Il faut les impliquer dans les discussions autour du projet, au cœur des conseils de participation et en informant dès le début de ce qui se fera* », recommande-t-il.

Enfin, les témoignages s'accordent et insistent sur le caractère essentiel du décret de coopération, qui apporte un cadre et une labellisation des formateurs et formatrices qui dispensent ces animations.

Aller plus loin

Pour aller plus loin, tous appellent à une augmentation des heures d'animation exigées depuis septembre 2023 : « *4 heures sur une scolarité de 12 ans c'est largement insuffisant et les faits d'actualité nous le montrent régulièrement* », interpelle la responsable politique de la FAPEO, qui compte bien placer le sujet sur le dessus de la pile pour la prochaine législature.

Bernard Hubien va même jusqu'à dénoncer «l'effet pervers» de l'accord de coopération puisque, désormais, les écoles se limiteraient aux 4 heures obligatoires : « *C'est insuffisant, il faut construire un parcours sur l'ensemble* ». Sur ce point, précisons néanmoins que le Secrétariat général de l'enseignement catholique ne semble pas favorable à l'intégration d'un cours d'Evras à proprement parler, lequel devrait donner lieu à une évaluation de connaissances auprès des élèves. Le SeGEC table davantage sur des réponses souples et différenciées face aux besoins ressentis et exprimés par les élèves. « *Chaque jour, nous rencontrons des questions d'abus, de violences et de manque de respect. Parfois, en cas de pépin, les enfants ressentent également des difficultés pour dialoguer avec leur famille. Cela nous convainc que ces animations sont indispensables et ne sont que des gouttes d'eau dans l'océan* », regrette Catherine Vanesse. ▀

[1] Site Université de Paix : [https://www.universitedepaix.org/harcelement-1-eleve-sur-6-est-victime#:~:text=Plus%20d'un%20élève%20sur,4%2C7%25\)%20%5B...%5D](https://www.universitedepaix.org/harcelement-1-eleve-sur-6-est-victime#:~:text=Plus%20d'un%20élève%20sur,4%2C7%25)%20%5B...%5D)

[2] Lire l'interview de Myriam Monheim, A quel point est-on normatif ?, en pages 26-28.

[3] Les CPMS sont des services publics gratuits. Selon le site de Wallonie-Bruxelles Enseignement, ces centres ont pour but de « favoriser l'épanouissement de l'élève dans sa scolarité, sa vie personnelle et sociale et de veiller au bien-être et au suivi médical des élèves ».

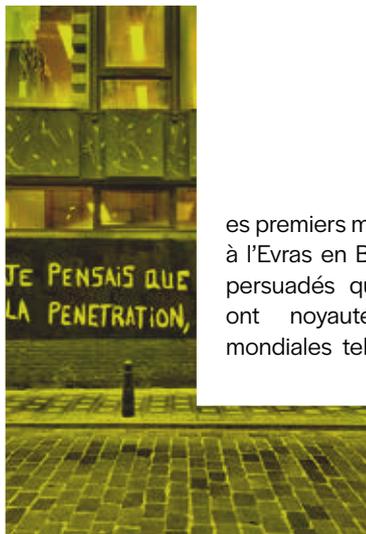
[4] Lire l'article de Chloé Merckx, Historique de l'Evras, naissance d'une polémique, en pages 8-11.

Tisser son IDENTITÉ

Quand l'Evras sert de fil

Fédération des Centres pluralistes de planning familial | Lola CLAVREUL & Célia DIDIER

Les animations d'Éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle (Evras) existent en Belgique depuis les années 1970. Elles sont notamment dispensées par les centres de planning familial ainsi que par d'autres acteurs comme les centres PMS ou PSE ou certaines organisations de jeunesse. Un nouveau cadre réglementaire, sous la forme d'un accord de coopération entre la COCOF, la Région Wallonne et la Fédération Wallonie Bruxelles, a mis le feu aux poudres en septembre 2023, avec de fortes oppositions. Que révèlent ces polémiques ? Quels enseignements en tirer au niveau de l'organisation de l'Evras comme au niveau politique ?



es premiers mouvements à s'opposer à l'Evras en Belgique dès 2022 sont persuadés que les «lobbies LGBT» ont noyauté des organisations mondiales telles que l'OMS dans le but d'influencer les politiques des pays et d'introduire «dans l'esprit des enfants des images de diverses pratiques sexuelles, ainsi que

des notions portant à créer la confusion dans leur esprit, telles que l'existence de l'enfant 'transgenre'»¹. Ces groupes diffusent en 2023 plusieurs centaines de milliers de flyers, prétendant que l'école enseigne « la sexualité explicite dès la maternelle »², ce qui va susciter une levée de boucliers chez les parents.

Les résistances à l'Evras sont aussi politiques : on a ainsi pu voir dans les manifestations anti-Evras de surprenantes coalitions entre des mouvements musulmans, des mouvements conspirationnistes et la droite dure venue

de France et incarnée par Civitas³. La fronde essuyée en 2013 en France suite à l'ABCD de l'égalité, un dispositif pédagogique ayant pour but de lutter contre les stéréotypes de genres, a été portée par des arguments que l'on retrouvera 10 ans plus tard de notre côté de la frontière : enseignement de la « théorie du genre » et de la masturbation aux enfants, entres autres. Malgré qu'en Belgique, ces mouvements n'aient pu faire échouer le vote de l'accord de coopération, les résistances continuent : ainsi, un recours à la Cour Constitutionnelle et au Conseil d'État a été déposé fin mai 2024 contre l'accord de coopération et le guide qui l'accompagne. Par ailleurs, on a pu entendre au sein de ces rassemblements des propos ouvertement homophobes et anti-IVG⁴, révélant les soubassements de ces mouvements ancrés dans le conservatisme.

En animation : comment jongler avec ces résistances ?

Face à ces résistances, les acteurs et actrices de l'Evras ont fait un travail important de réassurance auprès des parents pour expliquer la véritable nature des animations



Evras : des espaces dans lesquels les enfants et les jeunes peuvent poser leurs questions et obtenir des réponses toujours adaptées en fonction de leur âge et de leur maturité. Des espaces de dialogues et de débats dans lesquels il est possible de niveler les différences d'informations reçues par les jeunes, tout en tenant compte des différences culturelles et religieuses. Des espaces enfin où les enfants et les jeunes peuvent identifier des adultes de confiance vers qui se tourner en cas de problème, et notamment en cas de violences sexuelles.

Des équilibristes en dialogue

Les tensions en animation ne datent toutefois pas de la polémique. Elles existent partout où les valeurs et thématiques de l'Evras viennent se heurter à d'autres conceptions, fruits de l'héritage familial, culturel et/ou religieux⁵. Tout l'art de l'animation est alors d'être dans une posture ajustée, non-verticale, qui tend à faire dialoguer les différentes réalités et croyances, sans pour autant verser dans le relativisme. Cette posture d'équilibriste permet de fournir des informations, mais surtout de construire l'animation avec le groupe, dans un dialogue constant basé sur les préoccupations et questions de ce groupe à ce moment précis.

Face à des tensions (refus de participation, propos sexistes ou homophobes, interventions provocantes, ...), les animateurs et animatrices peuvent pousser les élèves à aller

au bout de leurs raisonnements ou de leurs croyances afin qu'ils/elles puissent en identifier par eux-mêmes et elles-mêmes les angles morts ou les limites de leur raisonnement, ou être aidées en cela par leurs camarades. Le cœur de l'animation n'est pas de venir dicter du prêt-à-penser, mais au contraire de les accompagner dans l'élaboration de leurs conceptions du monde.

Certains animateurs et animatrices utilisent des outils pédagogiques qui permettent de parler de sujets intimes

sans avoir à parler de soi, ce qui permet de déplacer l'intensité émotionnelle. Un enjeu crucial est de partir des références culturelles des jeunes et donc d'utiliser des discours et des outils dans lesquelles les représentations culturelles sont variées. Ce qui suppose, pour les animatrices et animateurs, un travail conséquent de questionnement de leurs propres cadres de références et de valeurs⁶.

Un S qui crispe

Ces résistances se ressemblent dans le sens qu'il s'agit, pour les opposantes et opposants à l'Evras, de défendre des valeurs qui seraient mises en danger. Elles se fondent d'abord sur l'idée que l'éducation doit se faire uniquement par les parents, opérant dès lors une distinction claire : l'école serait le lieu de l'instruction, la famille celui de l'éducation. On ne pourrait donc pas aborder à l'école d'autres sujets que les maths, le néerlandais ou l'orthographe, et certainement pas ce qui relève du champ de la vie relationnelle, affective et encore moins sexuelle.

En effet, ces résistances s'ancrent dans des postures morales selon lesquelles les enfants se trouveraient hors du scope de la sexualité. Or, la sexualité⁷ se construit dès le plus jeune âge par ce que les enfants peuvent entendre, par ce qu'on leur dit ou ce qu'on ne leur dit pas, par les tabous qui se dessinent... et ce bien avant de rentrer dans une sexualité active. Il y a là une volonté de maintenir les enfants dans une forme d'innocence ou plutôt d'ignorance... stratégie qui ne fonctionne pas en matière de réduction des risques. Il s'agit d'une forme de contrôle social, qui se joue de manière genrée puisqu'il s'applique bien plus intensément au corps et aux vies des jeunes filles⁸.

Quels défis pour l'Evras ?

L'intensité de la polémique de septembre 2023 révèle les polarisations qui existent dans notre société à propos de

deux enjeux fondamentaux de l'Evras :

- L'émancipation progressive des jeunes et leur capacité à devenir autonomes dans les choix concernant leur propre vie, en particulier dans ce qu'elle a de plus intime.
- L'approche critique des stéréotypes de genre.

Pourtant, ces enjeux ont toujours été au cœur de l'Evras : elle a pour but de créer du dialogue, du lien, de la cohérence entre les diverses sphères qui nous influencent. Il s'agit de permettre aux jeunes de tisser leurs propres chemins entre les injonctions familiales, culturelles, religieuses, amicales, sociales, etc. En leur donnant ce fil, on leur donne un pouvoir essentiel, celui de créer leur propre identité, tout en leur apprenant qu'elle ne peut s'élaborer que dans le respect de celle des autres.

Évidemment, cette liberté donne aux jeunes le pouvoir de se définir, donc de prendre de l'autonomie et une forme d'indépendance par rapport à la famille, à la culture, à la religion, ... C'est précisément à cet endroit que se fonde la résistance de certains adultes : sur la crainte que cette éducation permette aux enfants et aux jeunes d'échapper aux dogmes. ■

[1] www.democratieparticipative.eu/enquetes
[2] democratieparticipative.substack.com/p/enquete-evras-les-premiers-resultats

[3] Civitas est un mouvement politique d'extrême-droite intégriste européen originaire de France. Il est notamment connu pour ses actions contre des œuvres d'art qu'il juge blasphématoires ou contre le mariage homosexuel.

[4] www.rtbef.be/article/aux-cotes-des-manifestants-anti-evras-des-slogans-anti-avortement-anti-lgbt-et-anti-laicite-11257324

[5] Colette Bériot, L'éducation à la vie affective et sexuelle en contexte multiculturel, 2013

[6] <https://fcppf.be/produit/evras-drole-de-metier-numerique/>

[7] www.cairn.info/revue-l-ecole-des-parents-2013-3-page-37.htm

[8] www.lecrips-idf.net/education-sexualite-genre

CACHEZ ce guide que je ne saurais voir !

En septembre 2023, plusieurs écoles de la région de Charleroi ont été incendiées et visées par des actes de vandalisme. Sur les murs de certains bâtiments scolaires, des tags « NO EVRAS » ont été découverts. Le phénomène s'est ensuite propagé en région liégeoise. Le bourgmestre de Charleroi, Paul Magnette, qualifiera ces faits d'« actes de barbarie et de terrorisme ». Il fera référence aux « enfants de 2 ou 3 ans (qui) ne vont pas comprendre pourquoi on brûle leur école »¹. C'est pourtant au nom des enfants et de leur protection que ces gestes violents ont été perpétrés. « Touchez pas à nos enfants » est aussi le mot d'ordre autour duquel se sont rassemblées, le dimanche 17 septembre 2023, à Bruxelles, 1.500 personnes parmi lesquelles figuraient des intégristes religieux, des complotistes et des parents dont l'inquiétude avait probablement été alimentée par des campagnes de désinformation sur les réseaux sociaux.



namont de la manifestation anti Evras et des actes criminels, le dépôt d'un recours auprès de la ministre de l'Éducation, le 11 septembre 2023, vise à contester certains passages du guide Evras. À la manœuvre et représentées par l'avocat Aymeric de Lamotte, deux

associations : Innocence en Danger et L'Observatoire de la Petite Sirène. L'Observatoire de la Petite Sirène (OPS), né en France et doté d'une branche belge, a un unique cheval de bataille : protéger les mineurs de la transidentité. Car, pour reprendre la formule d'un livre qui a fédéré les membres de cet Observatoire, les enfants transgenres seraient « fabriqués » par les réseaux sociaux, les activistes, voire des médecins peu précautionneux. Des interventions médicales en lieu et place d'un questionnement, voilà ce que dénoncent des membres de l'OPS : « Et dans notre société hypermoderne où l'exception devient la règle, tout est fait pour faciliter les « passages à l'acte », et ce, sans se poser de questions, (...). Des services médicaux spécialisés proposent à ces jeunes



Manifestation anti Evras à Bruxelles en 2023. Capture d'écran, RTBF Actus, Maïté Warland, « Evras, les tensions sont retombées », 4 juin 2024.

d'acter cette croyance par divers traitements médicamenteux et/ou chirurgicaux »². En plaçant lourdement la focale sur les prises en charge médicamenteuses et/ou chirurgicales, l'OPS engendre des paniques morales et fait mine de méconnaître la dimension protéiforme de la transidentité.

Triste caricature

Dans le guide Evras, la diversité des orientations sexuelles et des identités de genre n'est pas invisibilisée. Et c'est d'ailleurs cette reconnaissance qui fait dire à l'OPS, de manière un peu grotesque, que « ces enfants et adolescents, instruits de toutes ces possibilités, en appellent à grands cris de recevoir des traitements hormonaux favorisant l'inversion des manifestations sexuelles extérieures. Plus tard, les uns peuvent supprimer leurs testicules, certaines leurs seins, (...) »³. Selon l'OPS, une contagion sociale découlerait de l'information livrée sur la transidentité. Or, les données accessibles démentent cette idée de contagion. Des tendances comparables sont relevées en Belgique et en France. Claire Vandendriessche fournit, pour la France,

les données suivantes : « En 2013 – année où les équipes médicales spécialisées dans l'accueil des mineurs se mettent en place –, 9 mineurs étaient pris en charge par l'assurance maladie au titre de la transidentité. En 2020, ils étaient 295. (...) la croissance est surtout marquée à partir de 2017 (...). S'ensuit un tassement de la croissance. »⁴ En Belgique aussi, 2013 est marquée par un taux bas de prises en charge, alors que 2018 (période où la loi facilitant les changements d'état civil vient d'être adoptée) se caractérise par une croissance importante suivie d'une décélération.

D'étranges paradoxes à l'égard des traitements

L'idée selon laquelle les enfants et adolescents réclameraient à grands cris des interventions médicales est également contredite. D'après l'étude de C. Lagrange et collègues⁵ portant sur l'ensemble des mineurs suivis depuis 2012, dans la plus grande consultation d'Ile-de-France, « la prise de bloqueurs de puberté concerne 11 % des jeunes (...) ». Les interventions chirurgicales sont, quant à elles, qualifiées de

« très rares ». Les torsioplasties sont les interventions les plus courantes (20 %) mais elles n'ont jamais été réalisées sur des jeunes de moins de 16 ans.

Néanmoins, l'OPS voudrait interdire la prescription des bloqueurs de puberté chez les mineurs se questionnant sur leur genre, des bloqueurs qui sont pourtant administrés depuis plusieurs décennies à des filles parfois très jeunes chez qui la puberté risque d'apparaître de manière précoce. De l'existence de ces prescriptions, l'OPS ne s'émeut pas. De la même manière que cette association ne se mobilise pas contre les interventions chirurgicales qui concernent les bébés ou les enfants intersexes sur le corps desquels le monde médical intervient pour effacer des variations du développement sexuel. Pourtant, ces actes chirurgicaux mutilants et irréversibles auxquels peuvent s'ajouter des traitements médicamenteux à vie mettent à mal l'existence de nombreuses personnes intersexuées qui, bien entendu, n'ont pas pu consentir à ce qu'on leur a fait subir. Ce qui préoccupe l'Observatoire de la Petite Sirène, c'est, semble-t-il, moins les interventions que les éventuelles finalités que celles-ci poursuivent, à savoir accompagner des mineurs dans leur transidentité.

L'OPS ne combat donc pas des opérations vécues comme traumatisantes chez les personnes intersexuées. Par contre, elle voudrait proscrire des traitements médicaux qui peuvent protéger certains mineurs trans de l'anxiété, de la dépression, du décrochage scolaire et du suicide. Dans l'étude de Lagrange et collègues, avant la mise en place de l'accompagnement, 24 % des mineurs avaient fait une tentative de suicide et 38 % avaient été victimes de harcèlement dans le cadre scolaire. Or, pour que la santé mentale des mineurs trans soit similaire à celle des jeunes cisgenres, les mesures à prendre existent : recourir à une transition sociale (adopter un autre prénom, par exemple) et parfois à une transition hormonale (bloqueurs de puberté, hormones féminisantes ou masculinisantes). S'avère également primordial le soutien familial et social. A titre d'exemple, l'étude de Diane Tordoff (2022) qui se réfère au « suivi rétrospectif d'un an de 104 adolescents trans et non-binaires, a décelé que les traitements d'affirmation de genre, qu'il s'agisse de bloqueurs de puberté ou d'hormones sexuelles, étaient liés à des risques dépressifs 60 % moins importants et à des risques suicidaires 73 % moins importants »⁶.

Jeux d'inversions

Des membres de l'OPS ne cessent de véhiculer l'image d'une société infiltrée par des transactivistes qui constitueraient une véritable menace pour la jeunesse. Ils pointent une prétendue et fantasmée « idéologie transactiviste (qui) fait des ravages dans nos pays occidentaux » en feignant d'ignorer qu'ils sont eux-mêmes les chantres d'une idéologie outrancière qui ne procède que par amalgames. Ainsi, toute personne trans est soupçonnée de vouloir faire du prosélytisme. Des membres de l'OPS font ainsi référence à une propagande « soutenue par divers médias, associations ou autres youtubeurs (qui) s'est frayé un chemin pour atteindre les plus vulnérables, notamment les enfants et les adolescents ». Ou encore, ils prétendent que « le mouvement défenseur des personnes transgenres a été détourné par la Théorie Critique de la Justice Sociale (ou Wokisme) et s'est transformé en une promotion de la transidentité aux allures souvent dictatoriales »⁷. Sous prétexte de combattre une hydre à même de dévoyer les jeunes, l'OPT propose de raboter les droits des mineurs trans, en prônant des options décorrélées de la recherche scientifique et du consensus médical en matière de recommandations dans la prise en charge des mineurs trans.

Quant au guide Evras, pourquoi les pages qui le constituent ne devraient-elles pas mentionner la possibilité d'un questionnement sur le genre ? Pourquoi devrait-on s'adresser aux enfants en partant du sens-entendu (faux et abusif) qu'ils seraient tous par essence cisgenres et/ou hétéros ? Pour quelles raisons le guide Evras devrait donc faire fi d'une diversité en matière d'orientations sexuelles et d'identités de genre, quand on connaît les effets déléteres d'une absence de figures d'identification dans les parcours de personnes appartenant à un groupe minoritaire ? ▶

[1] RTBF, 13/09/2023, La PJ fédérale mènera l'enquête sur les incendies provoqués par des opposants aux cours d'éducation sexuelle (EVRAS) dans la région de Charleroi - RTBF Actus

[2] La Libre Belgique 2024, La transition de genre mérite une juste information. [3] *Idem.*

[4] Claire Vandendriessche, Deux idées troubles derrière la « Transidentification des mineurs » | Le Club (mediapart.fr), 08/11/2023.

[5] C. Lagrange et collègues, « Profils cliniques et prise en charge des enfants et adolescents transgenres dans une consultation spécialisée d'Île-de-France », in *Neuropsychiatrie de l'Enfance et de l'Adolescence*, 2023.

[6] Cité par Claire Vandendriessche, 2023.

[7] Les 3 citations du paragraphe sont extraites de LLB, *op. cit.*

À quel point est-on NORMATIF ?

Entretien avec
Psychologue systémique Myriam **MONHEIM**

Psychologue systémique et formatrice sur les questions des minorités, Myriam Monheim aborde le rapport au corps et à la sexualité, et la construction des stéréotypes dans la sexualité des personnes racisées et LGBTQIA+. Avec une question transversale: comment les opposants à l'Evras instrumentalisent-ils ces thèmes ?

Démarrons par... un arrêt obligé sur des mots qui prêtent à confusion : qu'est-ce que le sexe, le genre, l'orientation sexuelle ?

Myriam Monheim : La confusion entre ces termes participe en effet à renforcer des stéréotypes et dessert des minorités, en particulier les femmes (en tant que minorité sociale), les personnes racisées et LGBTQIA+. Ces différents concepts de base que sont le sexe, le genre et l'orientation sexuelle sont parfois mis au même plan, notamment par des professionnel·les du soin et de l'éducation. D'où l'intérêt de les redéfinir.

La confusion la plus courante s'opère entre le sexe et le genre. On a l'habitude de considérer qu'il existe uniquement deux sexes dans l'espèce humaine : le sexe mâle, et le sexe femelle. Chaque sexe est associé à un corps physique, hormonal et chromosomique, pensé comme distinct. Cependant, il existe aussi une minorité de personnes situées entre ces deux pôles sexuels, ce sont les personnes intersexes. Elles présentent des caractéristiques mâles et femelles à des degrés divers. C'est à la naissance, parfois à la puberté ou quand elles n'arrivent pas à concevoir un enfant qu'on se rend compte que ces personnes ont un corps un peu « créatif » par rapport aux deux pôles qu'on connaît.

Au-delà de notre corps, nous avons une identité de genre: comment nous sentons-nous être intrinsèquement ?

Exprimons-nous ou pas ce que nous ressentons être à l'intérieur de nous – ce qui est notre expression de genre ? Pour la plupart des êtres humains, s'ils ont un corps mâle, ils se sentent être un homme ; si elles ont un corps femelle, elles se sentent être une femme. Ils et elles ont ainsi un corps qui correspond à leur identité de genre. Des gens peuvent toutefois s'écarter de cette norme : les personnes ayant une identité de genre non binaire, ou les personnes transgenres.

Ainsi, les personnes transgenres sont nées dans un corps femelle et se sentant être un homme, ou nées dans un corps mâle et se sentant être une femme. Certaines personnes transgenres s'engagent dans un processus de transition sociale, administrative ou médicale pour se rapprocher le plus de leur genre vécu. La transition peut donc être sociale, en changeant de prénom et de pronom d'usage ; administrative par le changement officiel sur les papiers d'identité. Et enfin, la transition peut être médicale lorsqu'on s'engage dans des soins hormonaux et chirurgicaux. Aucune de ces étapes n'est obligatoire. Il est difficile de pouvoir établir quelle serait la proportion exacte des personnes trans : certaines études établissent qu'elles représentent jusqu'à 2 % de la population.

Quant à elles, les personnes appelées non binaires ne se retrouvent pas dans cette binarité homme-femme. Certaines s'engagent aussi dans une démarche de transition. A nouveau sans aucune obligation.



Et puis, il y a la sexualité où intervient l'orientation sexuelle : vers quel sexe ou quel genre mon désir est-il orienté affectivement et sexuellement ? On parle d'hétérosexualité, de bisexualité ou d'homosexualité, mais aussi de pansexualité (attirance sans considération du sexe biologique), ... Le plus souvent, les personnes de genre masculin sont attirées par les personnes de genre féminin et inversement. A nouveau, ici des gens s'écartent de cette norme hétérosexuelle, parce que, par exemple, ils peuvent avoir un corps femelle et se sentir être un homme à l'intérieur. Ou encore, des personnes s'affirment queer parce qu'elles refusent politiquement de s'enfermer dans une manière de concevoir la sexualité pensée dans une norme.

Face à ces réalités qui demandent des nuances, certain-es professionnel·les du soin genrent mal leurs patients ou refusent d'accepter le genre de leurs patient·es, ce qui crée des ratés dans l'alliance thérapeutique. L'histoire des minorités sexuelles est faite de siècles de maltraitance et de mutilations ; il est temps qu'on cesse d'intervenir sur le corps et la sexualité de ces minorités.

Que répondez-vous aux opposant·es de l'Evras qui craignent que déconstruire les stéréotypes de genre conduise à promouvoir la transidentité ?

Myriam Monheim : L'Evras aborde avec les jeunes des questions liées à leur identité, à leur bien-être, à leurs émotions, à la puberté, aux grossesses non désirées, au consentement. Dans l'absolu, pas grand monde ne s'oppose au droit à dire non et à l'importance de promouvoir le consentement. Il n'empêche que, en termes d'éducation, des adultes apprennent aux enfants à se comporter malgré leur non consentement : embrasser un adulte pour le saluer etc. Or, on se rend compte que plus tôt on apprend aux enfants – et notamment aux petites filles – à affirmer un (non) consentement, plus elles seront capables plus tard de refuser des situations de sexualité dont elles n'ont pas envie. Sur ce terrain, les jeunes font d'ailleurs bouger les lignes.

L'Evras aborde aussi avec les enfants les stéréotypes de genre qui les touchent, afin d'essayer de les libérer des stéréotypes souvent enfermant et qui décrètent, par exemple, que les garçons sont obligés d'aimer le foot

et que les filles ne doivent pas y jouer. C'est l'occasion de questionner les enfants sur comment ils vivent les stéréotypes de genre, ce qui n'a rien à voir avec le fait de leur suggérer de changer de genre ! Rappelons que les animations d'Evras se font au rythme de seulement 2 fois 50 minutes en primaires, et 2 fois 50 minutes en secondaires !

C'est dans ce contexte que certains adultes craignent que l'Evras amène du contenu trop intrusif pour les enfants et pensent que les animations sur les stéréotypes de genre susciteront des vocations à la transition de genre. C'est faux, évidemment. Par contre, les animateurs et animatrices Evras ne diaboliseront pas les questions sur la transition ou le fait qu'elle existe – une posture dérangeante pour certains parents qui portent un regard inquiet sur ces réalités.

En quoi cette actualité vous rappelle la fabrique de la peur et de l'homophobie à l'époque de l'épidémie du sida ?

Myriam Monheim : Fin des années 1980, des initiatives se sont formalisées pour lutter contre le VIH. On a considéré qu'il fallait informer les adolescent-es sur le sida, les questions de sexualité, y compris sur l'usage du préservatif. Les homosexuels étant un des groupes le plus touché par l'épidémie, on a commencé à oser parler d'homosexualité alors qu'à l'époque le sujet restait très tabou – des homosexuels eux-mêmes freinaient cette ouverture parce qu'ils n'avaient pas envie qu'on associe homosexualité et sida.

Les réactions les plus conservatrices soutenaient que parler d'homosexualité aux jeunes susciterait «une mode» à l'homosexualité.

Actuellement, j'observe des réactions comparables par rapport aux questions transidentitaires. Des gens pensent qu'il existerait un lobby destiné à susciter des vocations de transidentité, notamment via les réseaux sociaux et

l'Evras. Dans cette logique quelque peu conspirationniste, on retrouve étonnamment des personnes qu'on ne verrait pas militer ensemble : à la fois des réactionnaires de droite qui n'aiment pas qu'on touche aux normes genrées, et des personnes religieuses – toutes religions confondues. Face à cette mécanique de la peur de l'autre, les tentatives de réponse prendront du temps. Elles passent par la formation, y compris l'usage de concepts définis et bien compris.

La normativité s'applique aussi sur un autre registre : celle de l'hégémonie occidentale qui attend que les LGBTQIA+ assument et revendiquent pleinement leur homosexualité ou leur transidentité. En effet, aux yeux de nombreuses personnes occidentales LGBTQIA+, il y aurait une « bonne » manière de se vivre et des manières considérées arriérées ou pas totalement émancipées. Or, faire son coming-out tout le temps et partout ne fonctionne pas dans toutes les communautés.

Dans ma pratique professionnelle, je suis au contact de personnes à l'intersection de vécus minoritaires en termes de sexualité, d'identité de genre, de culture ou de religion. Toutes n'ont pas envie de risquer de couper les ponts avec leur famille par coming-out trop frontal. Il s'agit alors d'entreprendre un travail de négociation avec soi-même d'abord, puis avec la famille nucléaire et élargie, dans une forme de non-dit qui a des aspects assez pratiques. Tout se joue dans la discrétion au sein de la communauté : tout le monde sait mais personne n'en parle. La manière de gérer ce double point de vue – faire mais ne pas dire – est incomprise dans les communautés blanches LGBTQI+ où l'on pousse les gens à faire leur coming-out. C'est pourtant une façon culturelle de fonctionner sachant qu'aller au désaccord frontal avec sa famille est inconséquent, vu notamment les difficultés d'accès au logement et à l'emploi spécifiques aux personnes immigrées qui ne peuvent se passer de la solidarité de leur communauté d'origine. ▶

Propos recueillis par **N. C.**

Je me sens Aphrodite et Zeus

EN MÊME TEMPS !

Dans SEXPLAY Nos Panthères Nos Joyaux, il est question de sexualité(s), de tabous, de chemins non balisés par les conventions. A la fois pièce de théâtre, ateliers, dossier andragogique et pédagogique, on y parle du sexe autrement que par la blague, la frime ou la gêne.



Seule en scène, avec pour tout décor une création lumières impulsée par Michel Delvigne et un univers sonore de David Votre Chazam. Camille Husson prend possession de l'espace. Dans SEXPLAY Nos Panthères Nos Joyaux, elle part à l'assaut de tabous sur

le corps et les sexualités. On se dit que le public présent, une majorité écrasante de femmes, a accepté une prise de risque – le prix à payer, peut-être, des spectacles marquants, ceux qui font tourbillonner les neurones, qui font qu'on ne sort pas indemnes du théâtre. Mais s'agit-il vraiment d'une prise de risque ? Quel danger courons-nous à oser parler de sexualités au pluriel ? Qu'avons-nous à perdre à oser se considérer comme sujet et non objet du désir, à s'autoriser à être désireuses et pas (seulement) désirables ? Quel péril pourrait nous emporter dès le moment où on se donne la liberté de découvrir son intimité et ses limites ?

Le temps long de l'écriture

Camille Husson est née en 1985. Après la révolution sexuelle, précise-t-elle. « Je pensais appartenir à une génération libre. Or, je me suis rendue compte que mes

pratiques sexuelles étaient formatées par mon éducation et les pressions sociales. J'avais aussi beaucoup de tabous et de clichés, même dans la parole. »

L'écriture de SEXPLAY s'inspire d'un besoin personnel, «renforcé par des prises de conscience et des déconstructions. Dès qu'on s'autorise à dire les choses, on doit chercher et même inventer des mots. J'avais découvert le féminisme pro sexe et les mouvements queers qui interrogeaient ma soi-disant liberté sexuelle, et qui débarrassent le rapport au corps et au sexe des pratiques normatives qui nous apprennent à désirer tel type de corps. J'ai écrit en "je" ; j'ai donc dû me mettre en position de sujet.»

Vient ensuite la mise en scène de l'écriture fragmentaire basée sur les souvenirs de Camille Husson. Marion Lory : «J'ai assez vite saisi que le plateau avait besoin d'une actrice seule en scène et qu'il fallait convoquer ses forces à la manière d'un stand-up, mêlant l'humour – mais sans le rire facile –, la tendresse, la violence. Camille est ainsi en action de se remémorer, et pose l'une après l'autre les pièces du puzzle de ses souvenirs, avec une qualité d'adresse qui tantôt rend le public complice, tantôt place l'actrice en lien avec ses sensations.» La mise en scène du texte nous balade dans le temps avec ses aller-retours entre passé et présent, comme dans l'espace, de la boîte de nuit berlinoise, à la forêt ou la plage.

SEXPLAY

NOS PANTHÈRES NOS JOYAUX

PRIX DU LABEL IMPACT 2023

© Bartolomeo La Punzina



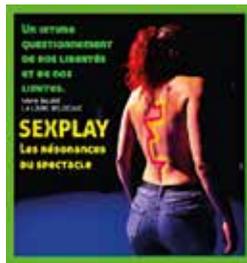
Empêché par la peur

Indéniablement, le sujet effraye. Camille Husson le confirme : « Quand nous contactons des théâtres, des asbl, des écoles, leurs retours vont généralement dans le même sens : frilosité et peur des réactions du public. D'eux-mêmes, les profs ne viennent pas nous solliciter. En pleine actualité Evras, une école a annulé la représentation... Et pourtant, nos animations

sont soutenues par des institutions comme la COCOF, avec le Prix Impact 2023. Après une animation en classe, une direction a refusé que les élèves assistent au spectacle. « Notre école va se faire incendier ! », nous a-t-on lancé. D'autres directions qui avaient reçu notre dossier pédagogique nous ont regardées comme des perverses, nous accusant d'inciter à la dépravation. Elles me regardaient comme le mal absolu. A leurs yeux, la sexualité se passe exclusivement au sein du couple et du mariage».

Marion Lory complète : « Il y a aussi une certaine tendance à catégoriser dans le secteur du spectacle ; les programmeurs et programmatrices gagneraient à élargir le champ des représentations en cessant de compartimenter les spectacles dans des festivals et autres Focus quand les thèmes abordés sont considérés trop «sensibles». Une des raisons de leur refus à nous programmer tient à la difficulté de nous classer. Dans quelle catégorie nous

ranger : femmes, sexualité, porno, ... ? » Et parfois, l'intérêt de programmeurs pour SEXPLAY se heurte à un certain pragmatisme : ils renoncent à accueillir le spectacle pour ne pas risquer de compromettre les liens avec leurs publics. Or, c'est peut-être en ces moments où les peurs sont avivées qu'il devient nécessaire de s'exprimer sur ces questions essentielles que sont le consentement, l'emprise ou la pédocriminalité, autant avec les adultes qu'avec les jeunes.



Agenda de SEXPLAY

- 3, 4 et 5 février 2025 au Théâtre Mercelis à Ixelles
- 18 19 20 février 2025 à la Maison culturelle de Quaregnon

Marion Lory, Camille Husson et Line Guellati ont co-fondé Le Collectif Darouri Express en 2013, avec « une même envie de ressembler les actrices, autrices et metteuses en scène que nous sommes pour créer de nouveaux récits ».

Il n'empêche que le spectacle tourne

La quarantaine de représentations a été précédée ou suivie de rencontres avec les publics. Camille : « Pour les spectacles joués en scolaire, j'ai demandé d'inclure une animation préalable dans les classes afin que chaque élève sache à quoi s'attendre. J'ai refusé que les jeunes soient obligés de voir la pièce, parce que je ne veux pas évoquer des questions taboues avec un public captif ».

La dynamique repose sur des questions ouvertes : qu'est-ce qui vous a plu, déplu, pourquoi avez-vous été gênés...? Ce sont souvent les mêmes scènes qui heurtent les élèves, notamment celle où l'on comprend que les jeunes enfants ont une sexualité, dès lors qu'ils ou elles découvrent que leur corps peut être source de plaisir. La question du consentement revient aussi sur le tapis. Camille : « Des jeunes m'ont épatée par leur ouverture, leur connaissance et leur capacité à prendre la parole. Par contre, je ne m'attendais pas au contrôle des filles les unes sur les autres. J'ai vu des phénomènes de groupe où s'exercent des postures de pensées sexistes et stéréotypées et des pressions religieuses ou morales. Les tabous se bétonnent sur les ignorances. Et en fait, les adultes également sont parfois ignorants ; il a fallu que je fasse ce spectacle pour apprendre ».

« Je pourrais écrire un livre avec leurs histoires ! »

A Ixelles, Bruxelles, Jette, ou encore Berchem, des femmes participent à Let's talk about sex, un atelier d'une journée où elles se retrouvent en groupe hétérogène (multiculturel, intergénérationnel avec des filles de 19 ans et des grands-

mères de 70 ans, de toutes religions). « Je crois que ce qui leur fait le plus de bien c'est de revenir à leur corps, de sortir de la sexualité réduite à l'organe du sexe pour se projeter vers leur être en éveillant tous les sens. » Camille les invite à puiser dans leur enfance. « Une participante a raconté un souvenir sensuel où elle mangeait une grenade qui explosait et coulait dans la bouche. Ce qui renvoie au spectacle, au moment où je joue avec mes bottes pleines de boue.»

Certaines participantes aux ateliers portent un fardeau d'amertume ; certaines ont fui leurs parents ou leur mari violents. Camille : « Elles nous disaient que pour elles la sexualité n'est que douleur et violence. Du coup, elles étaient excitées à s'impliquer dans l'atelier. J'ai perçu une volonté de s'affirmer sans craindre d'être traitée pour autant « de fille facile » ou, comme je l'entendais adolescente, « de femme pas sérieuse ». J'ai senti que ces femmes n'avaient qu'une envie, celle de redécouvrir leur corps, de s'allonger peut-être les seins nus au soleil sur une terrasse. Déjà ça, c'est un grand pas ! »

Partant du questionnement intime pour le collectiviser, Camille Husson assume une démarche politique de conscientisation des publics. « Revenir à soi et à ses désirs et se rendre compte que nos désirs sont pour beaucoup dictés par l'extérieur est politique ! Depuis qu'on est tout petit, on a des représentations étriquées de ce qu'est une sexualité convenable ou non. Les religions et la politique veulent des couples formatés alors que nous pouvons tous rencontrer d'autres imaginaires érotiques. » ▶

Propos recueillis par **Nathalie Caprioli**

L'art pour

DÉDRAMATISER

Entretien avec Pierre-Olivier **ROLLIN**
Directeur du BPS22, Musée d'art de la Province du Hainaut

Une éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle à travers l'histoire de l'art : pourquoi pas ! Pierre-Olivier Rollin esquisse à grands traits l'évolution des marqueurs de l'intime et de la sexualité en épingleant des exemples contrastés, de l'Antiquité à nos jours.



es représentations de la nudité et de la sexualité dans l'histoire de l'art sont faites d'avancées, de reculs, d'ouvertures, de raidissements.

Dans l'Antiquité grecque, la nudité n'était pas synonyme d'intimité. Des sculpteurs comme Lysippe ou Praxitèle ont représenté les athlètes nus – tels qu'ils performaient aux jeux olympiques.

Un saut de 800 ans dans le temps nous conduit à la période chrétienne, caractérisée par son ambivalence à l'égard du corps. D'une part, on remarque une fascination pour le corps humain en tant que lieu d'expression du dolorisme ; cette fascination transparait dans les représentations les plus crues du martyr du Christ où le corps est le lieu même de la souffrance qu'il s'agit d'exalter. D'autre part, on observe une aversion pour le corps en tant que lieu du plaisir, et donc de dépréciations selon un discours que les pères de l'Eglise veulent imposer. Durant la période chrétienne, cette ambivalence est au cœur d'un jeu qui consiste à cacher les attributs de la sexualité. Cependant, le discours de l'Eglise ne sera pas uniforme : il variera en fonction des pères, des interprétations, des schismes, des oppositions qui naissent des hérésies.

Jusqu'à la Renaissance, l'essentiel des images sont produites à des fins religieuses. Il faudra attendre l'émancipation et la laïcisation de la société à partir de la fin du 16^e siècle pour que les artistes produisent d'autres types d'images.

Pour ne pas prendre le risque de choquer, des artistes utilisent des symboles en guise de subterfuges. Je pense au peintre français Frédéric Bazille (1841-1870) qui a représenté des jeunes hommes nus prenant leur bain, de façon à ce que la scène passe pour tout à fait anodine, à une époque où l'homosexualité était totalement invisibilisée. Aujourd'hui, on comprend que cette image contient une forte charge homoérotique. On retrouve ces subterfuges dans la peinture du Caravage (1571-1610) ou dans celle de Michel-Ange (1475-1564). A nouveau, l'attitude de l'Eglise à l'égard de l'homosexualité n'a pas été aussi uniforme qu'on ne le laisse croire. On a longtemps toléré l'homosexualité dans les couvents et monastères ; le pape en était informé et choisissait de fermer les yeux pour diverses raisons.

L'art est un champ de bataille

L'art n'est jamais scandaleux, c'est la société qui se scandalise. En contre-point à L'origine du monde (1866) de Courbet, qui représente un sexe de femme en gros plan, Orlan signe en 1989 L'origine de la guerre, montrant un sexe masculin en érection.

Dans son ouvrage récent, Julie Bawin¹ analyse deux siècles de controverses liées à l'art public. Elle illustre à quel point l'art est le lieu de cristallisation de tensions. Il est intéressant de chercher à comprendre pourquoi une société se scandalise... ou non. Qu'est-ce qui fait soudainement qu'un méga buzz négatif se produit sur les réseaux sociaux pour tel fait et pas pour tel autre ? Lorsqu'un scandale se focalise sur une œuvre d'art, il est lié au statut symbolique très particulier de l'art, considéré comme l'essence même de ce que notre civilisation produit.

Au 19^e siècle, lorsque La Vénus d'Urbino Titien (1538) a été présentée publiquement dans des musées en France, la toile a provoqué quelques émois parce qu'on y voit une femme nue avec la main sur le sexe. C'est cette main en éveil qui a provoqué le scandale, alors que l'histoire racontait aussi que la jeune fille avait été mariée à 14 ans – ce que personne ne trouvait scandaleux. Il faudrait croiser à la fois des analyses politiques, sociologiques, médiatiques et de psychologie des foules pour comprendre les raisons d'une indignation des masses qui trahit en réalité les fêlures d'une société.

Le pouvoir de modeler l'imaginaire collectif

Dans l'histoire de l'art jusqu'à l'avènement de la société pré-médiatique (à la fin du 19^e siècle avec le développement des premiers journaux à grand tirage, des reproductions lithographiques, et avec l'invention de la photographie), le peintre détenait un pouvoir énorme. C'est lui qui produisait des images : il donnait forme à des récits et, par-là même, modelait l'imaginaire collectif.

Par exemple, quand on nous dit « Napoléon », des images apparaissent d'emblée à l'esprit et sont liées à l'histoire de la peinture puisque ce sont les seules représentations que nous avons de Napoléon. Avec l'invention de la photographie, le peintre perd ce pouvoir. D'autres artistes ont désormais la capacité à dupliquer le réel, avec autant de précision mais beaucoup plus rapidement. Ce phénomène n'a fait que s'accroître avec le développement du cinéma, des techniques de reproduction, la télévision, les réseaux sociaux, les Smartphones, etc. Ce qui explique aussi pourquoi l'artiste a dû prendre d'autres voies plus abstraites, ou plus spirituelles.



L'histoire de l'art permet de traiter des questions liées à la sexualité, mais aussi de dédramatiser les enjeux en les relativisant. Associée à l'anthropologie, elle peut être très utile pour nous offrir des images issues de différentes sociétés à différentes époques. Que ce soit à travers les peintures rupestres où l'on retrouve des allusions sexuelles, les totems de fertilité masculins comme féminins, les temples hindouistes arborant des représentations explicites de la sexualité : ce sont quasi des manuels d'éducation sexuelle. ▶

[1] « Art public et controverses. XIX^e-XXI^e siècles », CNRS éd., 2024.



L'école DE LA RUE

Massimo **BORTOLINI**

Dans la rue, pas besoin de code d'accès pour voir du et des sexe(s). Pas besoin de contrôle parental. Aucune explication. Aucun accompagnement. On zyeute. On lit. On saute d'un mot à l'autre, d'une image à une autre. On se fait des idées. On fantasme comme on veut. L'espace public est un espace sexualisé par toutes, tous et n'importe qui. Pour se faire voir ou parfois se faire avoir.

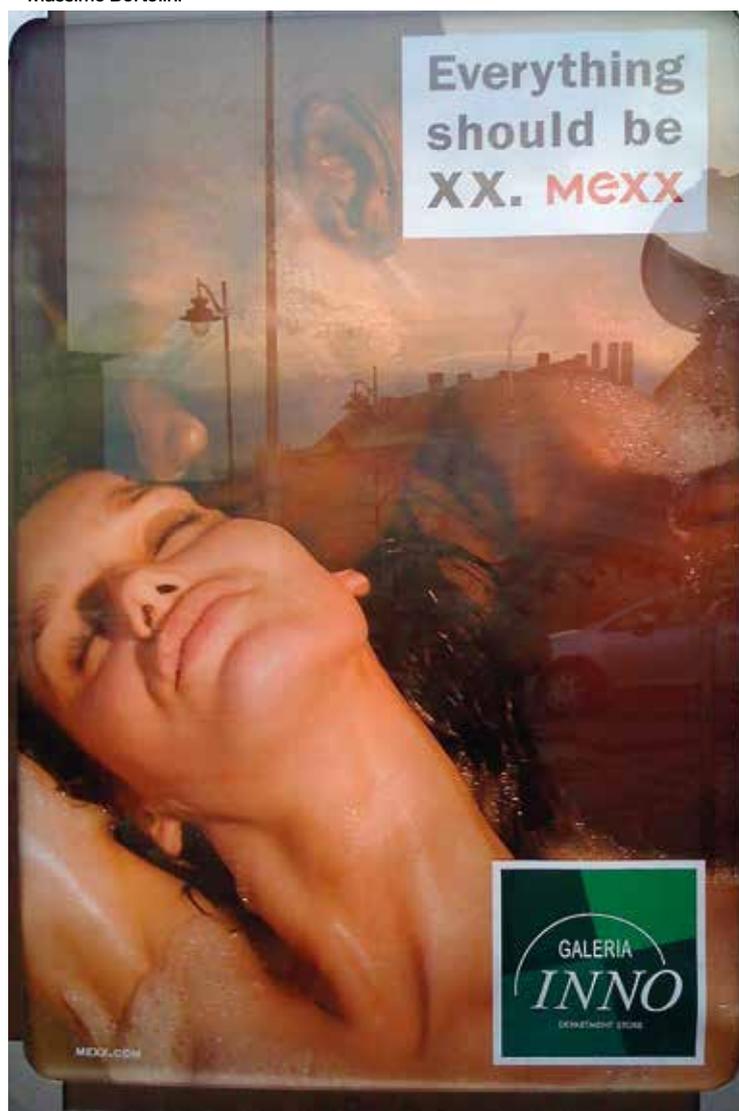


Je vais vous parler, brièvement, d'un temps, la fin des années 1960, où, à la télévision, lorsqu'on allait voir un bout de corps dénudé, il y avait un carré blanc dans le bas de l'image. Pour les parents, c'était le signe qu'il fallait changer de chaîne ou envoyer les enfants se coucher. A cette époque, les garçons et les filles étaient séparés, pas de mixité, à partir des classes de primaire, il y avait l'école des garçons et l'école des filles.

Je me souviens que, dans la cour de récréation, il arrivait que l'un ou l'autre apporte le catalogue Unigro¹. Vers la fin de ce catalogue de vente par correspondance, il y avait quelques pages où se succédaient des dames corsetées ou en nuisettes opaques, on regardait cela en riant nerveusement, imaginant des choses inimaginables, inconnues, interdites. A cette époque, le sexe était invisible ; il était partout, mais il fallait décoder, il fallait comprendre. Nous n'avions pas l'âge ni les codes.

Fin primaire, début du secondaire, on abordait la sexualité pendant les émissions de télévision scolaire². On nous installait dans une salle, devant un écran de télé où se succédaient des scènes et des commentaires censés nous apprendre la vie. On pouvait poser des questions. Jamais il n'y en avait.

© Massimo Bortolini





© Massimo Bortolini

Les rues de Bruxelles, en particulier celles du quartier Nord, ont été, pour moi, très tôt un terrain d'apprentissages et d'expérimentations. Cela a débuté vers mes 12 ans, quand nos enseignants de 6^e primaires, la 6^e A et la 6^e B, nous amenaient au cours de natation, depuis les rues du bas de Molenbeek jusqu'à la piscine de St Josse, et nous faisaient passer par des rues où se succédaient des bars derrière les vitrines desquelles de jolies jeunes femmes, à peine habillées, souriaient en nous voyant les regarder du coin de l'œil. Je ne sais toujours pas si nous y passions pour que ces deux quinquagénaires se rincent les mirettes ou si c'était leur manière de nous initier à je ne sais quoi. J'en ai gardé une attention, un œil particulièrement attentif. Et non, je n'en dirai pas plus sur la suite.

Dans une ville dont le symbole est un petit gamin urinant zizi à l'air ; reconnaissons qu'on est loin de la phallique Tour Eiffel qui chatouille cumulus et nimbus ; il peut paraître normal de trouver du sexe à tous les coins de rues et parfois à tous les étages. C'est qu'aujourd'hui le sexe et les sexualités sont visibles un peu partout : tag, stickers, statues, mannequins, que sais-je encore.



© Massimo Bortolini

Déambuler dans la ville, Bruxelles ou dans une autre ville, c'est à coup sûr, la promesse de se retrouver nez à nez avec une paire de seins ou de testicules, un phallus fier et droit ou mollement endormi, un clitoris souriant ou tirant la gueule, des mots crus ou des mots doux ; c'est l'assurance de croiser un corps nu, une attitude équivoque, un message explicite ou une invitation à peine voilée. A dire vrai, il y en a pour tous les goûts.

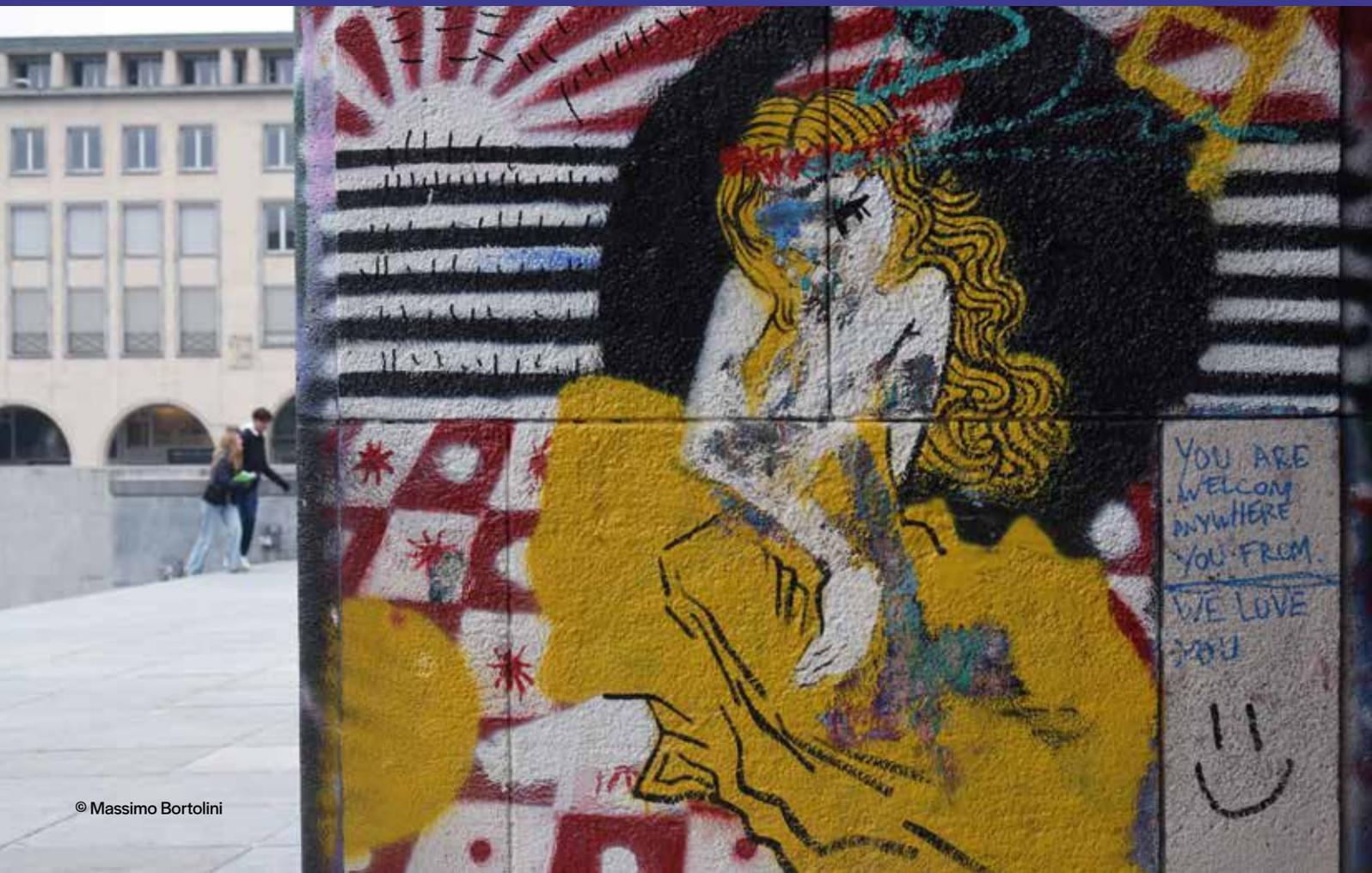
La publicité n'est pas évidemment pas en reste. Le sexe fait vendre, pourquoi s'en priver (de vendre) ? On attirera plus certainement l'attention avec une évocation culotée qu'avec un message ânonné par un quelconque père la morale. Alors, il est fréquent que des actes plus ou moins explicites servent à vendre une boisson ou une voiture ; que des allusions plus

ou moins grivoises ou stéréotypées attirent le regard et, en activant ce qu'il faut, retiennent l'attention plus qu'il ne faudrait sur tel produit ou telle marque.

Bref. Le sexe est presque partout ou jamais loin. A un point tel qu'on ne le remarque plus forcément. Mais, comme le message qu'on trouve sur la couverture de ce numéro le prouve, dès qu'un sexe apparaît, nous voilà expressément attirés. ●

Ouvrir sa porte, ET APRÈS ?

2016-2019, des citoyens s'organisent en Plateforme pour accueillir des migrants en transit, relégués sous tentes dans le Parc Maximilien, négligés par l'Etat. 2022, d'autres citoyens hébergent d'autres réfugiés, des Ukrainiens, à la demande de l'Etat cette fois. Ces deux expériences incarnent deux formes d'hospitalité, avec leurs points communs mais aussi des écarts analysés dans l'essai co-signé par Andrea Rea, Antoine Roblain et Julia Hertault, écrit dans un style alerte et interpellant. De l'intime au collectif, du témoignage d'hébergeurs et d'hébergeuses à l'analyse des politiques d'(in)hospitalité, les auteurs démontrent aussi comment l'Etat en est arrivé à catégoriser et racialisier les migrants.





3 minutes, 3 questions

Pour en savoir plus, regardez la capsule vidéo : Antoine Roblain et Andrea Rea précisent 3 points en 3 minutes.

Tout d'abord, qu'est-ce que l'hospitalité ?

Andrea Rea : Dans son livre « De l'hospitalité » co-écrit avec Anne Dufourmantelle (1997), Jacques Derrida la définit comme étant un devoir moral de mettre à l'abri des personnes vulnérables, en leur offrant un logement, de la nourriture, des habits, cela de manière inconditionnelle: donner sans rien demander en retour. L'approche de Derrida a été très critiquée, notamment parce qu'elle n'abordait pas l'hospitalité dans son rapport asymétrique entre celui qui donne et celui qui reçoit.

L'hospitalité, c'est bien cette obligation morale de recevoir l'autre qui est dans le besoin. Mais au fur et à mesure qu'on avance dans l'analyse, on observe une relation sociale qui se marque de manière asymétrique, au motif que l'invitant reste la personne qui définit le cadre et donc les conditions, a fortiori quand l'hospitalité fonctionne sur une logique de don et de contre-don. Car recevoir n'est pas simple. Dire que l'hospitalité est inconditionnelle n'a donc pas beaucoup de sens socialement ni psychologiquement dans le cadre d'une relation asymétrique de don et de contre-don, où la personne qui est l'hôte se retrouve toujours dans une situation d'être l'obligé de celui qui ouvre sa porte.

Antoine Roblain : L'hospitalité est une épreuve pour les deux parties, l'accueillant et l'invité. C'est un acte

d'ouverture d'un chez soi à autrui dans le besoin. Progressivement, la perception de cet autrui dépassera le registre du besoin pour avancer dans le champ du droit et de la lutte politique.

Ouvrir son chez soi à quelqu'un, c'est toujours compliqué non seulement à cause d'enjeux d'asymétrie, mais aussi en raison de la cohabitation avec quelqu'un qui ne nous ressemble pas. Les espaces disponibles chez les hébergeurs et hébergeuses influencent fortement la temporalité de l'hospitalité. Au tout début généralement, la rencontre se passe bien. Puis ça s'essouffle, étant donné les épreuves du quotidien comme partager une salle de bain ou des repas.

Sous l'impulsion de la Plateforme des citoyens, les hébergements sont de très courte durée, ce qui permet à l'hébergeur ou l'hébergeuse de retrouver son espace personnel avant de rouvrir sa porte pour une ou deux nuits. Par contre, les hébergeurs des exilés ukrainiens ont connu une autre temporalité, inscrite dans une plus longue durée et sans fin clairement déterminée. Quand vient le moment de devoir faire sortir quelqu'un de chez soi sans que cette personne ait une solution, c'est compliqué socialement, psychologiquement, moralement même.

Andrea Rea : La manière de poser la question de l'hospitalité n'est pas non plus indépendante des

politiques d'accueil. Il s'agit d'ancrer le micro (la relation qui se construit entre l'invitant et l'hôte) dans le macro (la politique d'accueil). Ce qui peut se passer dans le micro sera aussi surdéterminé par la politique d'hospitalité ou d'inhospitalité. On a vu que le climat sécuritaire et répressif dans lequel les hébergeurs de la Plateforme citoyenne ont opéré n'avait rien à voir avec le climat protecteur des hébergeurs d'exilés ukrainiens et ukrainiennes.

A ce propos, dans votre livre, vous décrivez comment la politique de migration est passée du #nettoyage de Theo Francken (2017) au #place libre de Sammy Mahdi (2022). Qu'est-ce que ça dit, en creux et en relief, de notre Etat de droit, en termes d'hospitalité ?

Antoine Roblain : Le #nettoyage du secrétaire d'Etat à la migration Theo Francken (NVA) reflète le fait que les politiques d'accueil, d'intégration ou de migration ont une tendance à sélectionner les migrants désirables des migrants indésirables. Cette sélection s'externalise de plus en plus hors des frontières européennes. En Belgique, l'Etat nettoie, c'est-à-dire qu'il sélectionne, au point de donner des quotas à la police en fonction des nationalités qu'il veut rejeter.

Cinq ans plus tard, le #place libre envoyé par Sammy Mahdi (CD&V), successeur de Theo Francken, a mis en évidence les fluctuations de la politique d'accueil qui est passée de la criminalisation, ou en tout cas de l'empêchement de l'engagement des hébergeurs des réfugiés indésirables en transit, à sa promotion et à la sous-traitance de ce même engagement d'hébergeurs en faveur des réfugiés ukrainiens. L'hébergement citoyen devient ainsi un révélateur du cynisme de l'État en fonction de la manière dont celui-ci catégorise les migrants entre ces deux périodes.

Andrea Rea : La sélection des migrants en transit repose sur une politique de harcèlement policier, de répression sécuritaire et de criminalisation des hébergeurs. Tandis que l'accueil des réfugiés ukrainiens repose sur une politique d'inclusion sociale avec un soutien financier de l'État et de l'Union européenne.

A l'époque de la coalition suédoise¹, la politique est surtout ancrée sur l'idée que ces migrants sont en transit et ne veulent pas demander l'asile ici. Il s'agit donc de nettoyer l'espace public de leur présence. A cela s'ajoute la racialisation comme élément central du Pacte européen sur la migration et l'asile. Elle est liée à ce même différentiel entre ceux considérés comme les bons réfugiés et les mauvais. On établit ainsi que les Ukrainiens sont des vrais réfugiés : leur pays a été envahi, c'est normal qu'on les accueille comme nous avons été accueillis en 1940 par les Anglais ou les Français. A l'inverse, les faux réfugiés, qu'ils soient migrants économiques ou qu'ils viennent d'un pays déchiré par la guerre civile, sont soi-disant moins légitimes à quitter leur pays. Il y a donc une différence sur la raison d'aider les uns et pas les autres.

Qu'est-ce qu'ils foutent là, les hébergeurs du Parc Maximilien et des Ukrainiens – une question en référence à la lettre ouverte de Mehdi Kassou et d'Adriana Costa Santos, deux « citoyens fatigués » cofondateurs de la Plateforme citoyenne de soutien aux réfugiés qui dénonçaient en février 2018 l'immobilisme de l'Etat ?

Antoine Roblain : Qu'est-ce qu'on fout là pose deux problèmes. D'abord, comme l'État ne remplit pas ses obligations d'accueil, tant les hébergeurs de la Plateforme que des Ukrainiens se sont sentis moralement obligés de pallier ce manquement. C'est une similarité entre les deux mouvements.



Cependant, le choc moral lors de ces deux périodes s'est décliné de deux manières différentes. D'une part, les hébergeurs de la Plateforme sont passés de l'action humanitaire à un engagement plus politique. Ils ont commencé à chercher en quoi les politiques sont inhospitalières, nuancant dans l'élan le regard qu'ils portaient sur les réfugiés : de personnes dans le besoin, les migrants leur sont apparus comme des personnes dont les droits sont bafoués. Ce basculement a politisé leur acte et l'a rendu plus subversif.

Pour leur part, les hébergeurs des réfugiés ukrainiens sont dans un autre registre : la sous-traitance par l'État ne nécessite pas qu'ils s'organisent en mouvement social dans un rapport horizontal. Il s'agit presque d'une addition de personnes mobilisées pour répondre à un besoin de l'État et à un besoin d'individus. Les seules contestations envers l'État ont porté sur les retards de paiement du revenu d'intégration mais pas sur la politique d'inhospitalité.

Andrea Rea : Les réfugiés ukrainiens ont reçu tout de suite le statut de protection temporaire. Cette mesure institue de manière forte le double standard entre le traitement avantageux qui leur est réservé et le traitement « traditionnel » prévu pour les autres demandeurs d'asile, accueillis dans un centre Fedasil avec un dossier individualisé où ils devront faire la preuve de leurs persécutions subies. Ce traitement différencié construit des images binaires : le modèle ukrainien du bon réfugié, qui a la particularité d'être européen, versus les autres migrants soumis à une suspicion. Cette binarité s'intègre dans l'esprit des citoyens. 5 millions d'Ukrainiens ont fui en 2022 sans qu'on ne parle de « vagues de réfugiés qui envahissent l'Europe » comme on l'avait fait en 2016 pour le million et demi de réfugiés sur les routes des Balkans. Cette variation de perceptions montre qu'il y a une

construction cognitive et normative du bon et du mauvais réfugié, présente dans la tête des citoyens, y compris des hébergeurs.

Sur la déresponsabilisation de l'État, elle se pose de manière différenciée dans un État fédéral. Il serait intéressant de détailler les niveaux politiques. Par exemple, sous Francken, l'État fédéral a tenu un discours et une politique très durs, alors qu'en même temps la Région bruxelloise et la Ville de Bruxelles soutenaient la Plateforme citoyenne. Ce sont toujours les CPAS, les communes ou la Région qui ont payé la non application de la loi au niveau fédéral.

Maintenant que le double standard est institutionnalisé, maintenant qu'une loi récente autorise les agents

Frontex à opérer des contrôles dans les ports, aéroports, et gares belges, et à escorter des retours forcés, et alors que le futur gouvernement pourrait renforcer son désengagement en matière de politique d'accueil des migrants, comment voyez-vous l'évolution des initiatives citoyennes d'hébergement ?

Antoine Roblain : Les mouvements citoyens se sont de plus en plus institutionnalisés. La Plateforme citoyenne a perdu une dimension contestataire de ses activités en dépendant d'un fonctionnement public.

Je suis étonné du manque de mobilisation quand on sait que la Justice a condamné l'Etat plus de 8.000 fois parce qu'il ne respecte pas ses obligations en matière d'accueil des demandeurs d'asile. Le fait que l'Etat s'assied sur le droit ne mobilise pas beaucoup les foules.

Par contre, si je m'attends à voir une évolution et une transformation des mobilisations citoyennes, ce sera singulièrement autour des personnes sans-papiers. La question est relativement politisée dans les différents partis, avec une forme d'ouverture à une régularisation du côté francophone du pays et une polarisation du côté flamand. De plus, il existe une demande urgente des personnes concernées et des militants, mais aussi du patronat. Si des mobilisations citoyennes émergent, la question sans-papiers pourra être rendue très saillante.

Andrea Rea : Sur la question des sans-papiers qui suscite tant de résistances, il est intéressant d'observer la gestion paradoxale et opportuniste de la Hongrie et de l'Italie. Parmi les plus hostiles à l'immigration, ces deux Etats ont décidé d'attribuer 450.000 permis de travail à des migrants pour résoudre les pénuries de travailleurs dans certains secteurs...

Comme toujours, la dimension instrumentale de l'immigration prime. La question à poser est : au détriment de quoi ? Un marchandage risque de se produire avec la future coalition gouvernementale qui mettrait en œuvre des politiques dites d'attribution d'une sécurité de séjour – le politique ne dit plus régularisation par peur du mot – à des personnes en situation irrégulière qui peuvent exercer un métier en pénurie, contre probablement une sécurisation encore plus dure de la demande d'asile. Bref: une ouverture peut-être pour les sans-papiers parce qu'on en a besoin et une fermeture sur les demandes d'asile parce qu'on dit qu'il faut les contrôler à distance pour être sûr que ce sont des vrais demandeurs d'asile. Si on veut éviter le marchandage, l'accord du prochain gouvernement devra mettre à l'agenda politique les propositions progressistes des partis de gauche Ecolo et PS.

Il faut continuer à croire dans les vertus des initiatives citoyennes et des mouvements sociaux qui contestent et parviennent à faire pression sur l'Etat.

Antoine Roblain : C'est d'autant plus vrai que les hébergeurs et hébergeuses ont été jusqu'à ouvrir leur porte ! C'est un autre acte que de signer une pétition ou de manifester. Le but de notre livre était à la fois de documenter et de montrer à quel point des individus collectivement mobilisés dans un mouvement social ont un pouvoir subversif. ▀

Propos recueillis par **Nathalie Caprioli** le 10 mai 2024.

[1] Le gouvernement de droite dirigé par Charles Michel rassemblait le MR, l'Open VLD, le CD&V et la NVA de 2014 à 2018.

Cohabitation solidaire

DESSIN : BARRACK ZAILAA RIMA

TEXTE : NATHALIE CAPRIOLI



SINGA SE PRÉSENTE COMME UNE ASBL CRÉATRICE DE LIENS, VIA NOTAMMENT DES COHABITATIONS SOLIDAIRES ENTRE BRUXELLOIS ET PERSONNES RÉFUGIÉES, CHEZ SOI OU EN COLOCATION. SON CREDO : GRÂCE À LA RENCONTRE, DES OPPORTUNITÉS SE CRÉENT, DES PRÉJUGÉS TOMBENT ! LA COHABITATION SOLIDAIRE SE VEUT D'ÉGAL À ÉGAL, AVEC VISITE PRÉALABLE, MATCHING SUR MESURE, LOYER MODÉRÉ, CONVENTION ET CLAUSES TRÈS CLAIRES, DONT CELLE-CI : L'HÉBERGEMENT EST UNE SOLUTION DE TRANSIT DE 6 À 9 MOIS, AVEC POSSIBILITÉ DE PROLONGER. DEPUIS 2019, PLUS DE 160 CONVENTIONS ONT ÉTÉ SIGNÉES.

VOICI UNE HISTOIRE TRÈS BRUXELLOISE, QUAND UN GUINÉEN RENCONTRE UNE FAMILLE HISPANO-LUXEMBOURGEOISE.

JAVIER, 38 ANS

CHARLOTTE ET MOI, ON S'EST CONNUS AUX ÉTATS-UNIS. ÇA FAIT 10 ANS QUE NOUS HABITONS BRUXELLES.

DAOUDA, 19 ANS

JE VIS EN BELGIQUE DEPUIS TROIS ANS ET DEMI. EN CE MOMENT, JE FAIS UNE FORMATION D'ÉDUCATEUR. JE SUIS AUSSI PASSIONNÉ PAR LE SPORT.

CHARLOTTE, 36 ANS

NOUS AVONS DEUX ENFANTS...

JE PARLE 4 LANGUES : FRANÇAIS, LUXEMBOURGEOIS, ESPAGNOL ET NÉERLANDAIS. MAIS PAS VRAIMENT LE PEUL... C'EST DIFFICILE.

ALIX, 7 ANS

ELOY, 5 ANS BONJOUR...

LA COHABITATION SOLIDAIRE, C'EST UN PROJET QUI OUVRE DES PORTES.

POUR CETTE FAMILLE, TOUT A COMMENCÉ EN 2022.

AVEC L'ARRIVÉE DES RÉFUGIÉS UKRAINIENS, JE ME SUIS RENDU COMPTE QU'IL Y AVAIT UN GROS PROBLÈME D'ACCUEIL. J'AI D'ABORD PENSÉ AIDER EN VERSANT DE L'ARGENT À UNE ASSOCIATION.

JE NE SAIS PAS SI ON PEUT PARLER D'ACTE POLITIQUE. ON A JUSTE L'IMPRESSION QU'ON PEUT PARTAGER. ON A L'ESPACE DISPONIBLE ET L'ÂGE DE NOS ENFANTS EST IDÉAL.

MAIS L'ARGENT, ON N'EST PAS TOUJOURS SÛRS QU'IL SERVIRA. ALORS ON A CHERCHÉ À S'IMPLIQUER. ET ON A TROUVÉ SINGA.

APRÈS UNE PREMIÈRE COHABITATION DE 6 MOIS AVEC TANIA QUI VENAIT D'UKRAINE, ON ÉTAIT PRÊTS À REFAIRE L'EXPÉRIENCE.



QUAND J'AI REÇU LE STATUT DE RÉFUGIÉ,
JE ME SUIS MIS À LA RECHERCHE D'UN LOGEMENT.

LA GALÈRE !

J'AI LOUÉ UN PETIT STUDIO INSALUBRE À 750 EUROS, AVEC DES PUNAISES DE LIT.
PUIS J'AI DORMI DEUX MOIS DANS LA RUE, PUIS CHEZ UN FRÈRE.

UN AMI CAMEROUNAIS M'A CONSEILLÉ
DE M'INSCRIRE À SINGA.

UN SOIR, LIONEL M'A APPELÉ AVEC UNE PROPOSITION
C'EST COMME ÇA QUE J'AI FAIT LA CONNAISSANCE
DE CHARLOTTE ET JAVIER.



LIONEL,
COLLABORATEUR
CHEZ SINGA

SINGA



C'EST SINGA QUI SE CHARGE DE PROPOSER UNE OU UN COLOCATAIRE QUI POURRAIT CORRESPONDRE. J'AI DONC ACCOMPAGNÉ
DAUDA À LA PREMIÈRE RENCONTRE. MON RÔLE EST D'ABORDER LES QUESTIONS SENSIBLES SUR LA COHABITATION, PAR EXEMPLE
EN LIEN AVEC LES PRATIQUES RELIGIEUSES, LES INVITATIONS AUX AMIS, LES HORAIRES, LE BRUIT...



C'ÉTAIT IMPORTANT POUR
NOUS QUE LA PERSONNE
QUI ARRIVE S'ENTENDE
BIEN AVEC LES ENFANTS.
DAUDA A TOUT DE SUITE
MONTRÉ DE L'INTÉRÊT
POUR EUX.

C'EST TOUJOURS DIFFICILE DE
JUGER QUELQU'UN D'EMBLÉE.
LES PREMIÈRES VIBRATIONS
ONT ÉTÉ POSITIVES. ON A
FAIT CONFIANCE. ON EST
PARTIS DE LA BASE QUE
TOUT LE MONDE ICI A DES
BONNES INTENTIONS
ET QUE ÇA VA BIEN SE
PASSER.



ILS ONT FAIT LE TOUR DE
LA MAISON ET CHACUN A
POSÉ SES QUESTIONS
SUR SES ATTENTES.

EN FÉVRIER, ON PASSAIT UNE CONVENTION AVEC
DAUDA POUR 6 MOIS. ÇA POURRAIT SE PROLONGER, OU PAS.



LES
CHAMBRES
SONT À
L'ÉTAGE.

C'EST LA SALLE
DE BAIN
QUE TU DEVRAS
PARTAGER AVEC
LES ENFANTS.



AU CAS OÙ LA COHABITATION
SE PASSE MAL, UNE MÉDIATION
DOIT D'ABORD SE FAIRE ENTRE
EUX, PUIS AVEC L'INTERVENTION
DE SINGA. ET SI RIEN N'Y FAIT,
IL EST PRÉVU DE METTRE FIN
À LA CONVENTION MAIS SI
TOUT SE PASSE BIEN, IL EST
AUSSI POSSIBLE DE PROLONGER.



DAOUDA RACONTE PARFOIS AUX ENFANTS DES HISTOIRES POUR DORMIR. LEUR PRÉFÉRÉE EST KIRIKOU.

ET LEUR JEU PRÉFÉRÉ, C'EST DE...
LUI CACHER SA CASQUETTE !



JE NE CONNAIS PAS TROP L'HISTOIRE DE DAOUDA MAIS JE SUIS SÛR QUE SON PARCOURS N'A PAS ÉTÉ FACILE.



PENDANT LE RAMADAN, AVEC LES ENFANTS, NOUS SOMMES ALLÉS À LA MOSQUÉE QU'IL FRÉQUENTE ET NOUS AVONS PARTAGÉ UN IFTAR DEPUIS QU'ON HABITE ICI. ON N'ÉTAIT JAMAIS ENTRÉS DANS CETTE MOSQUÉE.



CE PROJET AGIT SUR LA PERCEPTION QU'ON A DES ÉTRANGERS. LES COHABITANTS DÉCOUVRENT ET COMPRENNENT MIEUX LES DIFFICULTÉS DES RÉFUGIÉS AU QUOTIDIEN.



AVANT, JE NE CONNAISSAIS PERSONNE, JE N'ÉTAIS PAS BIEN ET J'ALLAIS SOUVENT VOIR LE PSYCHOLOGUE À CAUSE DU STRESS. ICI, JE ME SENS TRANQUILLE. MAIS LIONEL M'A DIT C'EST POUR SIX MOIS, PAS POUR L'ÉTERNITÉ. JE CONTINUE À CHERCHER UN LOGEMENT.

PERSONNE NE SERA MIS À LA RUE.

LES LOCATAIRES EN FIN DE CONTRAT ONT TOUJOURS TROUVÉ UNE SOLUTION.

30 HÉBERGEURS ONT RÉPONDU À NOTRE ENQUÊTE D'ÉVALUATION :
80% ONT EU UNE BONNE RELATION AVEC LA OU LE COHABITANT,
54% GARDERONT LE CONTACT, 80% SONT PRÊTS À RENOUELER L'EXPÉRIENCE, ET 10% NE SONT PAS SATISFAITS.



J'AI JUSTE ENVIE DE LES PRENDRE DANS MES BRAS.

Sourire au mur

Autrice, actrice et metteuse en scène.
Dernier livre paru : Rouge western, éd. Au diable vauvert, 2023. **Isabelle Wéry**

Les villes. Ces mastodontes de boyaux, d'artères et de cailloux sculptés -pavés-.

Ces villes érigées, surgies du rien, d'un sol meuble, d'un marais spongieux, d'une tourbière, du sable.

De balades rugueuses en cavalcades euphoriques, errer dans les villes comme un fantôme en manque de foyer (ou qui a raté la porte d'entrée de l'au-delà). Batta le pavé, remuer ciel et bitume. Oui, les gens des villes grouillent, fourmis par millions, les gens foulent les villes de leurs pieds (parfois de cuir chaussés, ou nus, gangrénés, absents, bas de soie, mérinos).

Dans le crachin, la mélancolie, le vent, l'angoisse, la perte, un visage, parfois, une bouche hilare, un mini faciès happy >>> surgit et crève le mur, la masse de pierre, la palissade, crève le cœur.

Sourire mauve, des trous à la place des yeux.

Petit dieu urbain, petite déesse urbaine, effigie coquine.

Alors, je (ou tu, nous, vous)... Je souris.

Je souris au sourire mauve, je souris à la vie vache. Pied de nez au néant. Claque au sombre.

Sourire à la tentative opiniâtre d'encore et toujours construire une vie-ville « humaine ». Où la folle, le désargenté, les sans nid et les autres vivent un quelque chose de vivable.

Désosser le rire au détour d'un bloc.

Affirmer la danse du passage pour piétons.

Dessiner la joie des lampadaires.

Raviver la douceur d'une place de parking.

Débusquer la vitalité d'un banc de métal.

Faire chanter la pancarte bancaire.

Et planter un smiley dans vos cœurs de gens des villes.

Sourire mauve, des trous à la place des yeux.

Les villes m'intéressent : pour ce qu'elles témoignent de notre humanité et déshumanité, c'est selon. J'aime les villes, matrices d'aujourd'hui, d'ici et maintenant, et j'aime les villes, racines plantées dans les strates du passé, matrices de l'histoire.

Mais sourire mauve, toujours, des trous à la place des yeux. Et parcourir la ville un rire dans chaque soulier. ▶



Éditeur responsable : Alexandre Ansay

Responsable de rédaction : Nathalie Caprioli

Ont contribué à ce numéro : Alexandre Ansay, Massimo Bortolini, François Braem, Chiara Caprioli, Lola Clavreul, Lionel Defraigne, Nathalie Delchambre, Célia Didier, Camille Husson, Christine Kulalowski, Marion Lory, Chloé Merckx, Myriam Monheim, Pascal Peerboom, Blanca Perrez, Andrea Rea, Denise Renson, Charlotte Riccardi, Antoine Roblin, Pierre-Olivier Rollin, Martine Vandemeulebroucke, Isabelle Wéry, Barrack Zailaa Rima.

Photo de couverture : © Bartolomeo La Punzina.

SEXPLAY Nos Panthères Nos Joyaux, de et par Camille Husson. Lire l'article « Je me sens Aphrodite et Zeus en même temps ! » en pages 29-31 de cet Imag.

Comité éditorial : Ali Aouattah, Loubna Ben Yaacoub, François Braem, Laura Calabrese, Vincent de Coorebyter, Kolë Gjelošhaj, Billy Kalonji, Younous Lamghari, Altay Manço, Marco Martiniello, Anne Morelli, Nouria Ouall, Andrea Rea.

Création graphique : Paul d'Artet

Mise en page : Pina Manzella

Impression : IPM

Les textes n'engagent que leurs auteurs. Les titres, intertitres et brefs résumés introductifs sont le plus souvent rédigés par la rédaction.



Avec l'aide de la Commission communautaire française, du Service d'éducation permanente, de la Fédération Wallonie-Bruxelles et d'Actiris.



imag est le bimestriel édité par
le **CBAI asbl** - Av. de Stalingrad, 24
1000 Bruxelles
tél. 02/289 70 50
imag@cbaib.be - www.cbaib.be



ABONNEZ-VOUS ! PRIX LIBRE

Payez en fonction de vos moyens
et soutenez le travail de l'équipe de rédaction.

Par numéro ou par an (5 n°)

Disponible en format papier et numérique.

Versez votre participation sur le compte

IBAN BE34 00107305 2190

Prix indicatif : 5 euros/numéro

En n'oubliant pas de préciser
vos **nom et adresse** en communication ainsi
que la mention **format papier ou numérique**.